

**Les résultats de l'enquête Eurochambres 2010 auprès des
entreprises luxembourgeoises :**

**La récession de 2009 plombe l'emploi et fragilise
l'investissement en 2010**

Résumé

- La crise financière et économique est la plus importante que traverse le Grand-Duché depuis l'après-guerre. Les estimations de croissance pour 2008 ont été revues légèrement à la hausse pour tabler désormais sur une stagnation. **Pour 2009, comme c'est le cas de la quasi-totalité des pays européens, les prévisions officielles pour le Grand-Duché tablent sur une récession, avec un taux de croissance compris entre -3,6% (Commission européenne) et -3,9% (STATEC).** Il n'est en outre pas prévu de retour à une croissance luxembourgeoise bien supérieure à celle des Etats européens dans le moyen terme, ce qui pose des défis pour les finances publiques en grave déficit, la soutenabilité du système de pension et la sécurité sociale.
- **Les résultats de l'enquête Eurochambres 2010 corroborent largement les prévisions précitées. Ils illustrent un pessimisme relatif des entreprises luxembourgeoises quant à l'évolution à venir de l'environnement économique.** L'enquête a été conduite pendant les 1^{ère} et 2^e semaines d'octobre 2009. Les indicateurs relatifs aux résultats attendus pour l'année 2009, année de crise par excellence, sont particulièrement défavorables. **Pour 2010, les entrepreneurs n'excluent pas qu'un retournement de la tendance** baissière qui semble s'atténuer depuis le second semestre 2009 puisse advenir dès l'année prochaine et, partant, signifier une légère reprise économique.
- **Les indicateurs d'évolution de l'emploi attendue en 2010 sont globalement défavorables**, particulièrement pour ce qui concerne le secteur manufacturier. Cet état de fait est à mettre en perspective eu égard aux **prévisions inquiétantes de moindre croissance de l'emploi au Luxembourg**, voire de destruction d'emplois (-1,3% en 2010 prévu par la Commission européenne). La proportion des entrepreneurs qui sont pessimistes quant au futur nombre de leurs salariés atteint un nouveau record, avec un pourcentage de 18,3%, légèrement supérieur aux 17,8% de l'enquête EES2009. Ce triste record est également à nouveau à nuancer vu la forte part des entreprises qui, au contraire, s'attendent à une stabilité de leurs effectifs (65,5%, c'est-à-dire près des deux tiers). L'économie luxembourgeoise est principalement composée de PME qui participent à une certaine stabilisation des effets de la crise, même si elles sont aussi vulnérables compte tenu du contexte conjoncturel. Par ailleurs, les mesures gouvernementales de maintien dans l'emploi et de soutien à l'activité ont amorti les effets de la crise qui auraient pu être beaucoup plus virulents.
- **En matière de prévisions d'investissement, les perspectives ne sont pas meilleures que celles suggérées dans l'enquête précédente.** La chute prévisible des investissements, telle que les indicateurs afférents l'annonçaient, s'est confirmée. Concernant, l'indicateur relatif à l'évolution des investissements en 2009, si le taux global de réponse « en hausse » diminue quelque peu en un an (de 29,2% à 22,1%), il est surtout remarquable le fait que le taux de réponse « en baisse » a presque doublé sur la même période (de 16,2% à 31%). C'est donc le pessimisme grandissant qui a fait s'infléchir la balance afférente. Par ailleurs, seules 20,1% des entreprises avaient en 2009 **l'intention d'accroître leurs investissements**. Elles sont un an après en proportion à peine plus à penser pouvoir le faire en 2010 (21%). En combinant ce taux de réponses « en hausse » avec le taux de réponse « en baisse », à savoir 20,5% ou juste un peu plus en rapport que les 20,3% de fin 2008, il apparaît une balance

d'optimisme de 0,5 point, à peine supérieure à celle de EES2009 (-0,4 point). Ces résultats n'incitent pas du tout à la confiance et ne peuvent être considérés comme encourageants.

- Les perspectives sont à mettre en regard avec **les indicateurs relatifs au climat des affaires qui témoignent, au niveau national, de la frilosité et des inquiétudes des entreprises** ainsi que de la prudence quant à une reprise économique encore non garantie. Pour autant, tous les aspects des résultats afférents ne sont pas complètement négatifs. Certes, le contexte demeure difficile pour inciter les entrepreneurs à investir massivement, mais les pouvoirs publics ont pris nombre d'initiatives à court terme (mesures fiscales, investissements publics...) qu'il faut saluer et qui ont indubitablement limité les effets néfastes de la crise, notamment pour soutenir la demande. Il demeure beaucoup d'incertitudes, surtout en matière de réformes structurelles nécessaires au renforcement, voire au retour de la compétitivité nationale.
- Les résultats de l'enquête Eurochambres ne sont pas homogènes au niveau européen. Il faut en effet **distinguer parmi les Etats membres de l'Union européenne (UE) entre les pays qui** ont subi la crise en 2009 et qui, suite aux mesures de relance et aussi aux réformes structurelles engagées, **voient leurs entrepreneurs exprimer de la confiance eu égard à une possible reprise en 2010, et des pays comme le Luxembourg qui,** dépendant largement de la demande internationale de biens et services, **manifestent beaucoup moins d'optimisme au sujet d'un timide redémarrage économique.**

TABLE DES MATIERES

1. Les principaux résultats de l'enquête Eurochambres 2010.....	1
2. Le contexte de l'enquête Eurochambres 2010 : des signes encore timides de reprise pour l'économie luxembourgeoise.....	5
3. Enquête Eurochambres 2010 : évolution des différents indicateurs économiques.....	9
3.1. Climat des affaires : une dégradation sans précédent de la confiance des entreprises	9
3.2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation : résultats 2009 en forte chute, attentes pessimistes pour 2010.....	11
3.3. Marché de l'emploi : destruction d'emplois et explosion du chômage	17
3.4. Investissements des entreprises : la crise n'a pas épargné ce moteur de croissance.....	20
4. Le recours au commerce électronique en 2009 diminue certes globalement, mais diffère selon la taille des entreprises.....	23
5. Les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen : une confiance en hausse ?.....	26
6. Méthodologie de la 17 ^e édition de l'enquête Eurochambres	31
 Tableau 1 : Principaux agrégats relatifs à l'économie luxembourgeoise (2006-2011)	 7
 Graphique 1 : Evolution des balances relatives aux résultats 2009 et aux prévisions concernant le climat des affaires en 2010, en comparaison avec le PIB.....	 10
Graphique 2 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant le chiffre d'affaires total et comparaison avec l'évolution de la production.....	14
Graphique 3 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le chiffre d'affaires total, les ventes nationales et les exportations, en comparaison avec l'évolution du produit total	15
Graphique 4 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant l'emploi et évolution réelle de l'emploi	18
Graphique 5 : Evolution des balances relatives aux résultats et aux prévisions concernant les investissements et formation brute de capital fixe privé.....	21
Graphique 6 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant les investissements selon les catégories d'activité	22
Graphique 7 : La confiance dans le climat des affaires - zone euro	26
Graphique 8 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le climat des affaires et la croissance économique au niveau européen	26
Graphique 9 : Evolution des balances de prévision des exportations depuis 2008, en comparaison européenne.....	27

1. Les principaux résultats de l'enquête Eurochambres 2010

Les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen indiquent dans l'ensemble que les prévisions des entreprises pour les douze mois à venir sont moins défavorables qu'il y a un an.

La crise financière de la fin de l'année 2008 est devenue en 2009 la plus grave crise économique traversée par l'UE depuis la Seconde Guerre Mondiale, alors qu'il importe de demeurer très prudents quant aux perspectives pour l'année prochaine et que la reprise pour 2010 sera plutôt molle. Les pays européens ont mis en œuvre le plan de relance élaboré au niveau communautaire et appliqué spécifiquement dans chaque Etat membre. Les plans nationaux ont eu pour effet de freiner la chute de la demande et, en conséquence, de limiter les baisses d'activité, entre autres par des mesures de soutien du pouvoir d'achat des ménages et par des efforts d'investissements publics, souvent en direction des infrastructures. Toutefois, les mesures conjoncturelles prises en 2009 n'ont pas vocation à durer, ce dont les entreprises européennes ont conscience. Cela peut être une des explications de la prudence qui semble prévaloir de la part des hommes d'affaires quant aux perspectives de développement économique en 2010.

Excepté les prévisions en matière d'emploi et d'investissement, tous les indicateurs sont globalement dans le vert, même si les soldes correspondant demeurent en deçà des niveaux observés il y a encore deux ans. L'enquête européenne semble indiquer que « le pire » est passé et, qu'en même temps, il subsiste des incertitudes quant à la vigueur de la reprise économique. En outre, l'enquête fait ressortir des écarts significatifs entre les pays, voire entre les différents indicateurs. Elle illustre également une certaine circonspection quant à la réduction ou à l'arrêt des programmes conjoncturels publics, dont les effets positifs sur l'activité économique risquent de s'estomper à l'avenir. **Globalement, les prévisions des entrepreneurs européens expriment un espoir de reprise véritable en 2010 dans un contexte qui demeurent assez incertain.**

Concernant le Grand-Duché¹, les résultats de l'enquête Eurochambres expriment plus de pessimisme de la part des entreprises que dans la plupart des autres pays européens. C'est surtout en matière de prévisions pour 2010 qu'on peut distinguer entre les pays où les entreprises nationales sont plus confiantes quant aux perspectives de développement, y compris à l'international, et les pays où les entreprises nationales demeurent très prudentes. Le Luxembourg fait partie de ce deuxième groupe, à l'instar d'autres nations comme l'Estonie, la Hongrie, les Pays-Bas, la Slovaquie, l'Espagne ou le Royaume-Uni. Au Grand-Duché, la performance économique est caractérisée par une importante volatilité, tant à la hausse qu'à la baisse. Aussi, les entrepreneurs luxembourgeois font preuve d'un réalisme vis-à-vis de la situation conjoncturelle du Luxembourg, laquelle dépend également, faut-il le rappeler, de la santé des principaux partenaires commerciaux du pays (Grande-Région) et de la zone euro plus globalement. Les réponses des entreprises luxembourgeoises sont influencées par les tendances assez défavorables des indicateurs relatifs au climat des affaires, à l'emploi et aux investissements.

Les résultats de l'enquête Eurochambres 2010 sont à considérer eu égard à l'évolution conjoncturelle en 2009. L'enquête qualitative corrobore en effet pour l'essentiel les données quantitatives à disposition jusqu'à présent. En 2009, le Luxembourg aura connu la récession, avec un taux de croissance du PIB compris vraisemblablement et selon les sources entre -3,5%

¹ L'enquête est coordonnée au Luxembourg par la Chambre de Commerce et elle est menée par TNS-ILRES.

et -4% (la variation du PIB aux 1^{er} et 2^e trimestres 2009 s'élève respectivement à -1,7% et -0,3% selon le STATEC), et ce du fait du ralentissement de la demande, certes limité sur le plan intérieur par les mesures de relance mises en œuvre depuis le printemps 2009 dans le cadre du Plan de conjoncture du Gouvernement, mais nourri en particulier par la contraction des échanges au niveau international qui pénalise l'économie luxembourgeoise en raison de la part importante à la croissance nationale des exportations de services, notamment financiers. L'enquête EES2009, réalisée en octobre 2008, a signifié de manière assez claire et à travers ses indicateurs de prévisions que la situation des entreprises nationales allait se dégrader, tant en matière de chiffre d'affaires et de climat des affaires que du point de vue de l'emploi et de l'investissement. Force est de constater que les prévisions étaient pour certaines encore en deçà de la réalité que l'année 2009 allait dévoiler.

Pour ce qui concerne l'évolution conjoncturelle des douze prochains mois, les entrepreneurs font preuve d'une prudence évidente. Les indicateurs sont en général moins défavorables du point de vue des prévisions d'évolution de chiffre d'affaires national et à l'export que du point de vue des résultats atteints en 2009 (+0,5 point pour la balance totale relative au chiffre d'affaires attendue en 2010, -24,3 points pour ce qui est du résultat 2009). Nombre d'indicateurs sont même de signe positif, qu'ils concernent le marché intérieur ou les débouchés internationaux (par ex. +16,7 points pour la prévision de chiffre d'affaires 2010 pour le secteur F, +2,3 points concernant les ventes nationales du secteur B)², tandis que d'autres soldes restent négatifs, illustrant de fait un pessimisme continu. Néanmoins, nombreuses sont les entreprises qui s'attendent à une stabilisation de leur chiffre d'affaires en 2010. Cet état de fait donne l'impression d'une sorte d'attente de la part des entrepreneurs face aux incertitudes précitées. Il est donc dans ces conditions difficile de parler d'une reprise de la confiance, mais plutôt d'un fléchissement de l'inquiétude.

En lien avec les effets récessifs de la crise, la Commission européenne prévoit pour le Grand-Duché **un taux de croissance de l'emploi fortement diminué en 2009, de l'ordre de 1,1%, ainsi qu'un taux négatif en 2010, à hauteur de -1,3%, du jamais vu depuis la crise sidérurgique des années 1970**. Les chiffres afférents du STATEC sont respectivement 1,1% et -0,7%³. Les enseignements de l'enquête Eurochambres sont conformes aux chiffres précités puisque l'indicateur global d'évolution de l'effectif des entreprises, entre 2008 et 2009, s'effondre littéralement pour atteindre -10,4 points, du jamais vu depuis le lancement de l'enquête Eurochambres. Tous les secteurs sont concernés par cette tendance hautement défavorable. S'agissant des prévisions d'emploi pour 2010 qui ressortent de la présente enquête, l'indicateur global est également négatif et très proche de l'indicateur de l'enquête EES2009 (autour de -2 points). D'une certaine manière, les anticipations demeurent assez stables dans un contexte économique qui s'est pourtant considérablement dégradé depuis la fin

² Comme l'indique la méthodologie générale de l'enquête (voir en fin de document), les entreprises qui font l'objet de l'étude sont réparties selon le code NACE (données de janvier 2009). Au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d'un côté (codes A, B, C et G), des services de l'autre (codes D, E et F), sont répertoriés sept catégories d'activité comme suit :

- Code A : « fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport » ;
- Code B : « autres industries manufacturières » ;
- Code C : « construction » ;
- Code D : « vente en gros et détail, réparations, hôtels restaurant » ;
- Code E : « transport, entreposage et communication » ;
- Code F : « médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » ;
- Code G : « autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) ».

³ Cf. Note de conjoncture n°2-2009 du STATEC (novembre 2009).

2008, ce qui semble soutenir l'idée d'une prudence plutôt qu'un pessimisme excessif de la part des entrepreneurs.

Pour ce qui est des intentions d'investissement, les résultats de l'enquête Eurochambres EES2010 de cette année sont semblables à ceux de l'enquête conduite fin 2008. Ils sont en outre cohérents avec les indicateurs relatifs à la perception du climat des affaires pour 2010. Seuls 21% des entrepreneurs interrogés voient à la hausse leur propension à investir. Or les velléités à investir sont un indicateur souvent révélateur de la confiance des entreprises dans l'avenir. Les conditions du crédit semblent s'être quelque peu desserrées depuis un an et le système bancaire et financier national et international, certes encore fragile, a retrouvé une certaine stabilité après une année difficile. Cependant, les entrepreneurs luxembourgeois considèrent qu'il demeure encore trop d'incertitudes pour parier sur un développement garanti de leurs activités et de leur chiffre d'affaires dans les prochains mois. Ce raisonnement vaut surtout pour les entreprises industrielles, les entrepreneurs des services exprimant plus d'optimisme à cet égard. La seule éclaircie provient des prévisions officielles selon lesquelles le taux de croissance du PIB retrouverait des valeurs positives en 2010 (+1,1% selon la Commission européenne, +2,1% selon la dernière estimation du STATEC de fin novembre 2009).

Il peut s'avérer utile dans une enquête telle que celle d'Eurochambres de porter la réflexion sur les modes d'échange qu'utilisent les entreprises pour maintenir ou développer leurs activités. Parmi ces modes, celui du commerce électronique est particulièrement intéressant, tant il influence les schémas de transaction, d'organisation et de fonctionnement au quotidien des firmes. Que ce soit en phase d'expansion ou en période de contraction économique, les nouvelles technologies jouent un rôle stratégique, notamment en matière commerciale. **S'agissant du recours aux modes commerciaux en rapport aux nouvelles technologies de l'information** (commerce électronique), il semble que seule une minorité d'entreprises (industrielles et de services) se dit concernée (15,7%) et la proportion de ces dernières s'est réduite depuis l'année dernière, probablement en raison des effets de contraction de la crise. Le lien entre baisse des débouchés nationaux et internationaux et diminution du recours au commerce électronique est assez logique de ce point de vue. Une autre tendance remarquable est que, parmi les entreprises qui font appel au commerce électronique comme canal de développement de leurs activités, il y en a davantage qui combinent les modes commerciaux du B2B et du B2C.

La Chambre de Commerce note qu'au moment de la communication des résultats de la présente enquête, **les prévisions macro-économiques ont tendance à quelque peu s'éclaircir**. Malgré une situation économique potentiellement volatile compte tenu de ses caractéristiques intrinsèques (petite taille, grande ouverture, poids élevé du secteur financier), le Luxembourg, bien que voyant sa situation conjoncturelle et structurelle se dégrader à court et moyen terme, présente également des atouts encore sains (par exemple une capacité relative de financement et des structures économiques fondées sur un tissu d'entreprises innovantes et bien gérées). Combinés à une capacité élevée d'adaptation, une flexibilité accrue et un potentiel de solidarité nationale, ces atouts sont à même de permettre au pays de renouer avec la reprise en 2010, à condition qu'il se donne les moyens de réformer finement et intelligemment son appareil de production et de préparer l'avenir. Les pouvoirs publics, après avoir adopté des mesures à court terme pertinentes dans le cadre du plan de relance, doivent dès à présent élaborer des réformes structurelles à plus long terme qui garantissent le renforcement de la compétitivité des entreprises nationales, en particulier dans les secteurs à forte contribution à la valeur ajoutée (secteur financier, logistique, technologies de la santé, commerce) ainsi que la

soutenabilité des finances publiques et de la sécurité sociale, condition *sine qua non* de la confiance des acteurs économiques nationaux.

2. Le contexte de l'enquête Eurochambres 2010 : des signes encore timides de reprise pour l'économie luxembourgeoise

L'enquête Eurochambres 2010 a été réalisée au cours des 1^{ère} et 2^e semaines d'octobre 2009, c'est-à-dire un peu plus d'un an après le déclenchement de la crise économique mondiale la plus sévère depuis la crise des années 1930. Concernant le Luxembourg, la crise s'est manifestée à travers plusieurs épisodes. Cela a commencé, dans le cadre des faillites de banques entamées par celle de l'établissement américain Lehman Brothers à la fin de l'été 2008, par le sauvetage coordonné au niveau européen des banques Fortis et Dexia dont le Gouvernement luxembourgeois a été l'un des artisans. Cela s'est poursuivi avec la mise en œuvre à la fin de l'année 2008 au niveau national d'un budget 2009 à visée anticyclique, complété du plan de relance privilégiant le maintien du pouvoir d'achat et la garantie d'investissements publics élevés pour contrecarrer les effets récessifs à l'échelle nationale inhérents à la crise financière systémique et à la contraction généralisée de la demande internationale.

La crise économique mondiale n'est pas restée sans effet sur la tenue conjoncturelle du Luxembourg. La quasi-totalité des économies européennes a été touchée par la récession (prévisions de la Commission d'une croissance moyenne de -3,6% pour 2009). Or l'Europe concentre la plupart des partenaires économiques du Grand-Duché, en particulier en termes de débouchés internationaux, ce qui explique qu'une économie ouverte et de petite taille comme lui soit directement affectée par la crise telle qu'elle se déroule depuis plus d'un an. Le STATEC souligne par exemple que l'UE a subi au 1^{er} trimestre 2009 une diminution de ses exportations et importations de l'ordre de 8%.

Le cercle vertueux de croissance que le Luxembourg a connu sur la période 2004-2007 (5,5% en moyenne pour le taux de croissance du PIB) a été stoppé net par la crise économique. Les prévisions de croissance pour 2009 oscillent autour de -3,5% à -4% selon les sources officielles. Le Gouvernement prévoit dans son projet de budget 2010 entre +1% et +1,5% pour l'année prochaine, ce que semblent corroborer d'autres sources officielles (voir par exemple la *Note d'experts de juillet 2009*). Sans être définitivement sortie de la récession, l'économie luxembourgeoise semble s'être stabilisée. Le STATEC indique même un taux de croissance qui pourrait atteindre en 2010 les 2%. A cet égard, le secteur financier et l'industrie ont contribué positivement à la création de valeur ajoutée au deuxième trimestre 2009. Le bénéfice d'un environnement international et systémique plus stable et la reprise des marchés financiers ont profité à l'un, tandis que les perspectives de reprise pour le 4^e trimestre 2009 pour le second semblent plus favorables, notamment en raison des mesures prises au niveau des Etats pour soutenir la demande. La contraction des échanges au niveau international a eu des répercussions défavorables sur les branches d'activité nationales du commerce, des transports et du tourisme. Les activités de services aux entreprises n'ont quant à elles pas été non plus épargnées par les effets récessifs, notamment au 2^e trimestre 2009. Les données relatives au second semestre sont encore très peu nombreuses, mais semblent confirmer qu'une légère reprise soit en cours.

Il faut s'attendre néanmoins à ce que la situation se dégrade sur le marché du travail. Il y a traditionnellement un décalage entre la contraction de l'activité économique au niveau national et la hausse de chômage qui résulte des destructions d'emplois faisant suite à la crise. Ceci est d'autant plus vrai que les autorités luxembourgeoises ont, dans le cadre des mesures de relance mises en œuvre depuis le début de l'année 2009, mis en place des mesures de chômage partiel qui ont précisément retardé les destructions d'emplois. La progression du

chômage a certes été ralentie, mais la tendance générale est à la dégradation, certes à un rythme encore limité, mais continue. Le taux de chômage devrait s'établir à 6% pour l'année 2009, et 7% en 2010.

Tableau 1 : Prévisions macro-économiques

	1985-2008	2008	2009	2010	2011
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)				
PIB (en vol.)	5,3	0,0	-3,9	2,1	2,8
Emploi total intérieur ²	3,4	4,7	1,2	-0,6	0,9
Taux de chômage ¹	3,0	4,8	6,0	7,0	7,4
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2,2	3,4	0,4	1,8	1,6
Coût salarial nominal moyen ²	3,8	2,1	0,7	2,5	2,2
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB) ³	2,4	2,5	-2,7	-4,8	-4,0

Source: STATEC (1985-2008: comptes nationaux observés; 2009-2011: prévisions novembre 2009)

¹ Harmonisé, c.-à-d. sur base du concept BIT, en % de la population active.

² Concept comptes nationaux

³ Prévisions du STATEC pour les années 2009-2011, moyenne 1990-2008 au lieu de 1985-2008

L'édition 2010 de l'enquête Eurochambres illustre sans ambiguïté la situation conjoncturelle prévalant en 2009 et les perspectives auxquelles on peut s'attendre pour 2010. Les entreprises nationales ont une perception très défavorable des résultats qu'elles auront obtenus au terme de l'exercice 2009, que ce soit en termes de chiffre d'affaires, de dynamique d'investissement et d'emploi ou simplement de climat des affaires. Leurs anticipations pour l'année prochaine sont en revanche un peu moins tranchées, dans le sens où les indicateurs afférents témoignent d'un retournement, plus d'ailleurs que d'une amélioration objective de la situation conjoncturelle. En cela, les résultats y relatifs doivent être pris avec grande précaution et leur interprétation se doit d'être prudente.

Les indicateurs de l'enquête Eurochambres 2010 ont connu deux grandes tendances. S'agissant des indicateurs de résultats pour 2009, l'évolution a été particulièrement défavorable, voire catastrophique selon les cas. Les perspectives pour 2009, exprimées dans la présente enquête, sont ainsi de loin les plus négatives jamais connues depuis les débuts de l'enquête Eurochambres. Les balances de résultats en termes de climat des affaires, de chiffre d'affaires (national ou à l'international), d'emploi ou d'investissement sont, à quelques rares exceptions, très mauvais et, en tout cas, pires que ce que les prévisions de l'enquête EES2009 ne le laissaient croire il y a douze mois. Autre tendance de l'enquête EES2010, les prévisions pour 2010 ne poussent pas à un optimisme excessif quant à une possible reprise durable et significative de la dynamique économique nationale. Les balances afférentes demeurent toutefois bien moins défavorables que les balances de résultats pour 2009. En cela, elles ne permettent pas de remettre en cause la possibilité d'un retournement de tendance.

Il est un fait que les prévisions de croissance économique ont plutôt tendance, depuis le début du dernier trimestre 2009, à être revues à la hausse pour le Luxembourg. Les quelques données sectorielles et macro-économiques laissent penser à une amélioration de la situation conjoncturelle nationale dès le second semestre 2009, mais sans garantie de durabilité.

Si les dernières prévisions du STATEC en matière de croissance du PIB pour 2010 devaient se confirmer, le retour de la croissance, plus que la reprise, ne suffirait pourtant pas à affecter positivement le marché du travail. La croissance de l'emploi devrait même atteindre un taux négatif (-1,3%), c'est-à-dire du jamais vu depuis l'essor de l'économie du Grand-Duché dans les

années 1980. Sachant que c'est la dynamique positive de l'emploi (environ +50% d'emplois dans l'économie nationale depuis 10 ans) qui permet jusqu'à présent le financement du système de protection sociale, il est un fait que le retournement de tendance est un objectif crucial de l'action publique pour les prochaines années.

Tableau 2 : Principaux agrégats relatifs à l'économie luxembourgeoise (2006-2011)

	2008			Annual percentage change						
	mio Euro	Curr. prices	% GDP	92-05	2006	2007	2008	2009	2010	2011
GDP		39346.7	100.0	4.3	5.6	6.5	0.0	-3.6	1.1	1.8
Private consumption		12741.3	32.4	2.5	2.7	2.8	3.9	0.2	0.8	1.5
Public consumption		5940.4	15.1	4.3	2.8	2.9	3.0	4.6	2.0	1.8
Gross fixed capital formation		7802.8	19.3	4.5	4.7	12.6	-0.1	-14.8	0.3	2.9
of which : equipment		2350.3	6.0	3.0	7.8	18.5	5.5	-17.0	-0.5	4.0
Exports (goods and services)		67994.9	172.8	7.1	13.3	8.8	1.5	-10.0	1.8	3.2
Imports (goods and services)		55196.8	140.3	6.9	12.9	8.3	3.3	-11.5	1.9	3.5
GNI (GDP deflator)		31695.6	80.6	3.5	-6.3	10.7	1.7	-5.0	2.3	2.3
Contribution to GDP growth :										
		Domestic demand		2.8	2.4	3.8	1.6	-2.7	0.7	1.4
		Stockbuilding		0.0	-0.8	-0.9	0.5	-0.9	0.1	0.0
		Foreign balance		1.5	4.0	3.6	-2.1	0.0	0.3	0.3
Employment				3.3	3.6	4.4	4.7	1.1	-1.3	0.0
Unemployment rate (a)				3.0	4.6	4.2	4.9	6.2	7.3	7.7
Compensation of employees/head				3.4	3.3	3.6	2.0	1.2	1.8	2.0
Unit labour costs whole economy				2.4	1.4	1.6	6.8	6.2	-0.6	0.2
Real unit labour costs				-0.3	-5.0	-1.4	1.7	7.3	-3.7	-2.5
Savings rate of households (b)				-	-	-	-	-	-	-
GDP deflator				2.7	6.8	3.0	5.0	-1.0	3.2	2.8
Harmonised index of consumer prices				-	3.0	2.7	4.1	0.0	1.8	1.7
Terms of trade of goods				-0.6	3.0	2.6	0.2	0.5	0.0	1.5
Trade balance (c)				-11.2	-9.3	-8.6	-10.4	-8.4	-8.6	-8.1
Current account balance (c)				11.1	10.3	9.7	5.5	9.4	11.2	12.2
Net lending(+) or borrowing(-) vis-à-vis ROW (c)				-	-	-	-	-	-	-
General government balance (c)				2.3	1.3	3.7	2.5	-2.2	-4.2	-4.2
Cyclically-adjusted budget balance (c)				-	0.0	1.0	1.6	-0.3	-2.0	-1.8
Structural budget balance (c)				-	0.0	1.0	1.6	-0.3	-2.0	-1.8
General government gross debt (c)				6.5	6.6	6.6	13.5	15.0	16.4	17.7

(a) Eurostat definition. (b) gross saving divided by gross disposable income. (c) as a percentage of GDP.

Source : Commission européenne (novembre 2009).

En ce qui concerne l'inflation, le projet de budget de l'Etat présenté fin septembre est basé sur un taux de l'IPCN avoisinant les 2%, suite notamment à l'atténuation de l'effet de base favorable des prix du pétrole. Il faut rappeler que ce taux était proche des 4% à l'été 2008 et qu'il avait chuté en un an jusqu'à atteindre des valeurs négatives en raison de la baisse sensible des prix pétroliers au cours du second semestre 2008. Le STATEC indique également que l'inflation sous-jacente reste de 2%, mais a tendance à se modérer, en lien vraisemblablement avec le ralentissement de la demande de biens et services nationale et internationale.

La récession de 2009 pour le Luxembourg a des conséquences directes sur les finances publiques puisque, d'un côté, les recettes fiscales baissent de manière spectaculaire (-8,7% en 2010 par rapport au budget voté 2009) et que, d'un autre côté, on assiste à une hausse considérable des dépenses courantes, notamment de consommation (+11,13%). Le tout contribue à une amplification sensible de l'effet ciseaux entre recettes et dépenses et, partant, nourrit un niveau record de déficit. Ce problème conjoncturel, et surtout structurel, risque de peser lourdement sur la capacité du Luxembourg à dégager des marges de manœuvre financières pour agir et réformer son appareil de production en vue de l'adapter à la nouvelle donne internationale portée par la crise de système de cette année.

Les projections d'automne 2009 de la Commission européenne tablent sur **une remontée progressive du solde courant** dont le surplus devrait passer de 9,4% en 2009 à 11,2% en 2010. C'est un signe positif dans la mesure où le Grand-Duché renouerait avec des performances en la matière proches de celles des années 2000-2005. Il ne faut pourtant pas en conclure trop vite qu'il en aurait terminé avec ses carences en matière de compétitivité-prix – coûts. Tout au plus, cela pourrait traduire la tenue relative de la demande intérieure, soutenue notamment par les mesures de pouvoir d'achat. D'ailleurs, il convient de noter que, parallèlement aux prévisions précitées, la balance commerciale aurait tendance à moyen terme à se tasser (-8,4% en 2009, -8,6% en 2010, -8,1% en 2011), ce qui incite à une vigilance particulière eu égard à la capacité du pays à maintenir ou conquérir des débouchés étrangers.

Les dernières prévisions macro-économiques disponibles vont dans le sens d'une amélioration de la situation conjoncturelle nationale, du fait notamment d'une reprise économique plus rapide qu'initialement prévu. Pour autant, si le scénario de remontée de la croissance économique luxembourgeoise se confirmait, il ne garantirait pas, loin s'en faut, une amélioration des grandes problématiques économiques qui se posent au Grand-Duché pour les années à venir, à savoir le rétablissement d'une compétitivité et d'une attractivité durables, l'assainissement crucial des finances publiques, la soutenabilité vitale du système de protection sociale, avec pour corollaire le renouveau du plein emploi.

3. Enquête Eurochambres 2010 : évolution des différents indicateurs économiques

3.1. Climat des affaires : une dégradation sans précédent de la confiance des entreprises

- Les résultats de 2009

Si les signes de reprise demeurent extrêmement timides, il y a lieu de penser qu'un retournement de tendance est en train de s'opérer depuis le 2^e semestre 2009, compte tenu notamment des réévaluations successives à la hausse des rythmes de croissance, après un premier semestre 2009 qui laissait peu de doute au départ sur l'intensité extrême de la récession à laquelle il fallait s'attendre pour l'ensemble de l'année 2009. De ce point de vue, **les résultats de l'enquête Eurochambres relative au climat des affaires des entreprises au cours de l'exercice 2009 corroborent dans une large mesure le scénario de récession au cours de cette année.**

La situation macroéconomique nationale s'est grandement dégradée, particulièrement à compter de l'automne 2008 et, de plus en plus vite, jusqu'à l'été 2009. L'enquête EES2010 confirme la tendance précitée puisque l'indicateur de résultats concernant l'environnement des affaires a chuté encore davantage en 2009 (-28,7 points), et ce en raison de l'accroissement de la part des d'entrepreneurs évaluant négativement l'évolution dudit environnement (de 41,5% à 62,7%) et de la diminution de la part des entreprises jugeant que le cadre des affaires luxembourgeois s'est amélioré (de 13,1% à 5,6%). Ce jugement est partagé entre secteur manufacturier (indicateur qui vaut -54,8 points) et secteur des services (-58,2%).

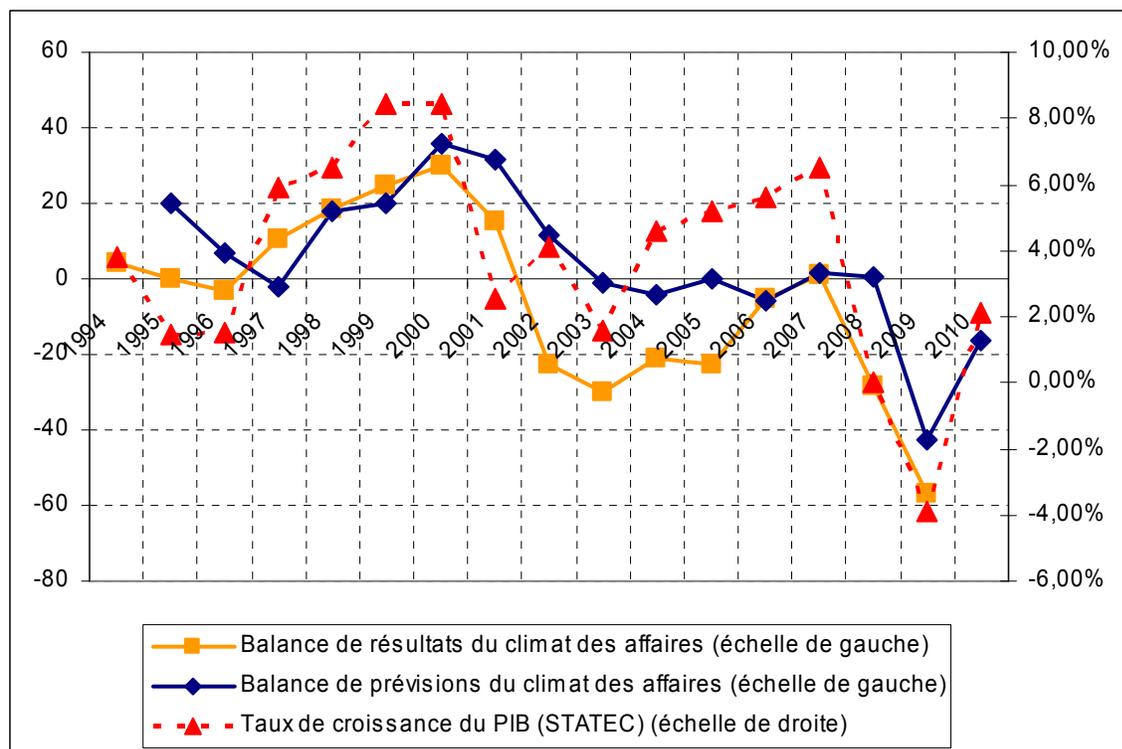
Les résultats de EES2010 illustrent également les disparités sectorielles s'agissant de la perception de l'environnement économique. Ce sont les entreprises industrielles de catégories A et B (entreprises manufacturières au sens large) qui expriment le pessimisme le plus aigu quant à l'influence de l'environnement économique en 2009 par rapport à 2008 (respectivement -65,8 et -76,8 points), suivies des entreprises des secteurs bancaire, financier et auxiliaire (-60,8 points). Les firmes de catégories C (« construction ») et D (« ventes, réparation, Horeca ») obtiennent quant à elles des mesures assez proches, sans pour autant être beaucoup plus optimistes (entre -50 et -60 points). Autrement dit, la tendance est à la fois particulièrement négative et partagée, à l'exception, il est vrai, du secteur d'activité G (« exploitations minières, carrières, électricité, gaz, eau »), pour lequel l'indicateur afférent demeure assez faiblement négatif comparé aux indicateurs précités. Ces résultats sont en lien avec ceux de l'enquête précédente où le pessimisme prévalait largement (scores en deçà de -30 points en général) et où le secteur G exprimait un moindre pessimisme que les autres.

Sur base de la taille des entreprises, l'enquête Eurochambres distingue six catégories qui sont caractérisées chacune par une balance très négative, de -69,4 points concernant les firmes de 100 à 249 personnes à, au mieux, -54,6 points concernant les entreprises les plus petites de l'échantillon, dont les effectifs sont compris entre 10 à 49 personnes. La taille de l'entreprise ne paraît donc pas de ce point de vue être un facteur pertinent quant à la perception des entrepreneurs relativement à l'influence de l'environnement des affaires au cours de l'année qui se termine. Il y a pourtant lieu de noter, même si l'échantillon est très réduit, que l'ensemble des entreprises (100%) de plus de 1000 salariés (au nombre de 4 seulement, mais avec un poids relatif non négligeable) considère que le contexte économique de 2009 aura été moins favorable qu'en 2008.

Enfin, en croisant à la fois le découpage de l'échantillon selon les secteurs d'activité et selon la taille des entreprises, il ressort nettement que le pessimisme en termes de perception de l'environnement des affaires est le plus élevé pour les très grandes entreprises et, plus largement encore, pour les entreprises du secteur manufacturier de plus de 250 personnes. A l'inverse, ce sont les firmes des services de taille assez importante (entre 500 et 999 personnes) qui ont l'indicateur de défiance vis-à-vis de l'environnement économique global le moins élevé (-40 points). Difficile pourtant de véritablement parler de différences profondes dans l'appréhension du contexte conjoncturel de 2009 de la part des entreprises selon qu'elles sont grandes ou pas ou qu'elles évoluent dans tel ou tel secteur. Pour toutes les entreprises, l'année 2009 aura été une année de crise et de récession jamais connue dans l'histoire de l'enquête Eurochambres. Il est assez logique que l'ensemble des balances soit si négatif, même si des écarts peuvent exister selon les secteurs d'activité et la taille des effectifs.

A noter également que le degré de pessimisme est plus fort pour les firmes qui exportent (-61,7 points) que pour les autres (-54,7 points). Il est aisé de ce point de vue de faire le lien entre les indicateurs qualitatifs afférents et la détérioration sensible de la demande internationale comme un élément structurel de la présente crise.

Graphique 1 : Evolution des balances relatives aux résultats 2009 et aux prévisions concernant le climat des affaires en 2010, en comparaison avec le PIB



- Les prévisions pour 2010

Les balances ayant trait aux perspectives pour 2010 sont également négatives, exprimant ainsi aussi un pessimisme réel, mais largement en deçà de celui traduit par les balances

équivalentes de l'enquête EES2009. L'indicateur global passe en un an de -42,7 points à -16,1 points, ce qui représente une amélioration sensible. Il faut du reste noter que cette tendance concerne les secteurs manufacturiers et des services, avec tout de même l'expression d'un plus grand pessimisme dans le secteur de l'industrie (-24,5 points contre -12,1 points).

Deux éléments au moins font penser que les entrepreneurs s'attendent à un environnement des affaires plus favorables en 2010. D'abord le niveau absolu des indicateurs, certes toujours négatif, atteint malgré tout des valeurs moins catastrophiques que dans l'enquête réalisée douze mois plus tôt. Ainsi, les soldes en termes d'anticipations pour 2010 sont meilleures que celles pour 2009, et ce quel que soit la distinction faite au sein de l'échantillon. Par exemple, concernant le secteur A, les balances sont de -65,8 points pour les prévisions 2009 et de -22,2 points pour celles de cette année. Les scores sont respectivement, pour le secteur D, -56,7 et -21,4 points, alors que pour les entreprises entre 500 et 999 personnes, les balances valent -55,6 et 0 point.

Ensuite, plusieurs balances de prévisions pour 2010 semblent davantage signifier de l'optimisme que du pessimisme, du moins en atteignant des valeurs positives : +3,8 points pour le secteur « autres industries manufacturières », +10 points s'agissant des firmes du secteur de la finance en particulier, +9,3 points pour les entreprises de 500 à 999 personnes, pour ne citer que ces exemples. En d'autres termes, même si la prudence prévaut dans l'appréciation de l'environnement économique, les entrepreneurs ne semblent pas prévoir *a priori* de dégradation du cadre des affaires.

Il y a lieu de souligner la correspondance entre les informations qualitatives de l'enquête Eurochambres et certaines des données quantitatives les plus récentes. Le graphique précédent montre de ce point de vue l'évolution des balances analysées ci-avant ainsi que l'évolution de la valeur ajoutée (en pointillés) telle qu'elle ressort des données de comptabilité nationale. Ladite correspondance donne du crédit aux balances résultant des questionnaires Eurochambres afférents.

3.2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation : résultats 2009 en forte chute, attentes pessimistes pour 2010

- **Résultat global pour 2009**

Les données relatives au chiffre d'affaires sont vues à travers deux composantes qui sont les ventes réalisées au niveau national et les exportations. Là encore, c'est le pessimisme qui prévaut du côté des entrepreneurs, tant en ce qui concerne les ventes réalisées en 2009 que les chiffres d'affaires prévus pour 2010. **Le solde du chiffre d'affaires total réalisé en 2009** est largement inférieur à celui atteint en 2008 (baisse de +19,4 points à -24,3 points). Sa dégradation est largement imputable au secteur de l'industrie pour lequel l'indicateur tombe à -31,2 points.

Les balances afférentes expriment ainsi une forte détérioration des résultats des entreprises nationales en termes de revenus générés par leurs activités, et ce au cours d'une année exceptionnellement difficile en raison de la crise économique mondiale. Il faut dire que ces résultats étaient prévisibles dans la mesure où l'enquête EES2009 faisait état de prévisions au titre des chiffres d'affaires 2009 particulièrement déprimées (indicateur à -3,2 points), surtout

pour ce qui concernait le secteur manufacturier (-15,7 points). Les résultats pour l'année 2009 auront donc confirmé lesdites prévisions.

- Résultats 2009 pour les composantes nationale et extérieure

Que ce soit en matière de chiffre d'affaires national ou de chiffre d'affaires à l'exportation pour 2009, les tendances sont identiques à celles observées du point de vue du chiffre d'affaires total. Il faut noter toutefois des indicateurs un peu moins défavorables en ce qui concerne les ventes nationales, selon la classification par taille ou par secteur, et des indicateurs plus pessimistes pour ce qui est des résultats d'exportation. Les balances totales des deux composantes sont évaluées respectivement à -21,6 et -28,8 points (contre -24,3 points tous secteurs confondus). Concernant les secteurs de l'industrie, les indicateurs atteignent respectivement -27,5 et -32,1 points (comparé à -31,2 points), alors que les balances des services valent respectivement -18,7 et -27,4 points (contre -21,1 points). Les soldes relatifs à l'évolution du chiffre d'affaires national sont meilleurs que ceux relatifs aux exportations vu que, en proportion, il y a davantage d'entreprises tournées vers le marché intérieur qui ont estimé à la hausse l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2009 (20,1% contre 17,8%), et que les entreprises exportatrices ont déclaré plus fréquemment que les non exportatrices qu'elles s'attendaient à une baisse de leur chiffre d'affaires au cours de l'année qui se termine (46,6% contre 41,7%). Ces observations restent valables en distinguant les entreprises par secteur d'activité ou selon leur taille.

Ainsi, les résultats de l'enquête EES2010 évoqués ci-avant apparaissent en cohérence avec le constat que la crise économique mondiale est, entre autres, une crise des débouchés internationaux et de la demande mondiale en général (contraction de -20% du volume du commerce mondial en octobre 2009 par rapport à avril 2008 selon le STATEC). Or la mise en œuvre des mesures du Plan de conjoncture du Gouvernement, en particulier en matière de soutien du pouvoir d'achat, a permis aux entreprises orientés vers le marché local d'être moins affectées par une baisse de chiffre d'affaires que les entreprises plus exportatrices.

- Les prévisions pour 2010

Concernant les **indicateurs de prévisions pour 2010**, la plus grande prudence doit rester de mise. Ces derniers sont certes en général beaucoup moins pessimistes que les indicateurs de résultats (par exemple, +0,5 point pour la balance totale relative au chiffre d'affaires attendue en 2010, comparé à -24,3 points pour ce qui est du résultat 2009). Nombre d'indicateurs sont même de signe positif, qu'ils concernent le marché intérieur ou les débouchés internationaux (par ex. +16,7 points pour la prévision de chiffre d'affaires 2010 pour le secteur F, +2,3 points concernant les ventes nationales du secteur B). Pour autant, il demeure un grand nombre de soldes négatifs qui illustrent, malgré des niveaux moins catastrophiques qu'avec les balances de résultats précédemment évoquées, une tendance au pessimisme qui ne peut que nourrir des incertitudes sur l'évolution possible pour 2010 : solde de -15,5 point pour le secteur manufacturier en termes de prévision de chiffre d'affaires national, -20,5 points pour le seul secteur de la construction, -3,4 points pour ce qui concerne les entreprises qui n'exportent pas.

Si les balances apparaissent moins défavorables en matière de prévisions pour 2010, c'est en raison des importantes proportions d'entreprises qui s'attendent à une stabilisation de leur chiffre d'affaires. Cet état de fait donne l'impression d'une sorte d'attentisme de la part des entrepreneurs face aux incertitudes précitées et, en tout cas, il semble difficile d'affirmer qu'il

puisse traduire un regain d'optimisme ou de confiance vis-à-vis d'une quelconque reprise économique.

Une autre tendance mérite d'être soulignée : les balances relatives aux résultats en termes de chiffre d'affaires national ou à l'exportation semblent indiquer une meilleure tenue du marché intérieur par rapport aux marchés étrangers. Or c'est visiblement l'inverse quand on passe du point de vue « résultat 2009 » à l'optique « prévision 2010 », en témoignent le solde en berne de prévision globale du chiffre d'affaire national pour 2010 (-1,6 point) et la balance de prévision du chiffre d'affaires à l'exportation pour la même année (+6,2 points). La tendance des prévisions se confirme au regard des comparaisons des indicateurs par secteur d'activité (par ex. pour le secteur A (« fabrication produits métalliques, machines et matériels de transport »), le solde relatif au marché national se monte à -13,5 points et celui relatif aux marchés étrangers à +10,7 points, tandis que pour le secteur E (« transport, entreposage et communication »), l'indicateur de marché national vaut +15 points, c'est-à-dire bien moins que l'indicateur relatif aux exportations qui s'élève à +32,1 points) ainsi que selon la taille des effectifs des entreprises interrogées : +2 points pour la balance de prévision de chiffre d'affaires sur le marché national pour les entreprises de 10 à 49 employés et +8 points pour ce qui concerne les mêmes entreprises en termes de réalisation de chiffre d'affaires à l'étranger. Les mêmes soldes indiquent +14,1 points et +26,1 points s'agissant des entreprises de 50 à 99 personnes.

- Analyse selon le secteur d'activité et la taille des entreprises

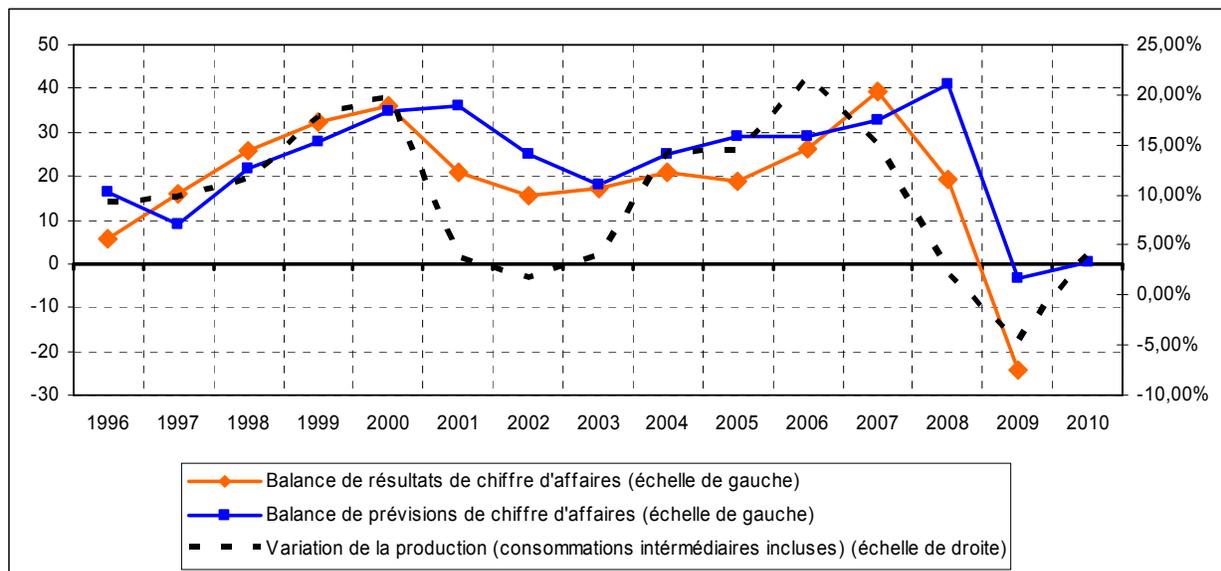
De manière générale, si reprise il devait y avoir, ce sont les entreprises de services et aux effectifs les moins importants qui envisagent le plus d'améliorer leurs résultats en 2010, à la fois sur les marchés national et étrangers. A l'inverse, les entreprises de taille plus importante (notamment celles aux effectifs supérieurs à 1000 personnes) semblent plus frileuses par rapport à leurs prévisions pour 2010. Si lors de l'enquête EES2009, au contraire, elles semblaient plus armées pour faire face à la crise qui s'annonçait, et donc plus confiantes (balances plus favorables les concernant) dans leurs prévisions, les entreprises les plus grandes par leur taille n'ont pas été épargnées par les turbulences précitées (soldes les plus négatifs en termes d'évolution du chiffre d'affaires total, national et d'exportation) et manifestent désormais le moins de confiance en ce qui concerne les résultats qu'elles anticipent pour l'année prochaine. Il est probable que cet état de fait soit dû, au-delà des données objectives, à un effet d'ordre psychologique qui résulte de la difficulté pour ces entreprises d'encaisser le choc de la crise et de pouvoir repartir dans des dynamiques de croissance, même si la reprise devait avoir lieu (balance de -15,4 points pour la prévision de chiffre d'affaire en 2010).

Il est d'autant plus important pour le Luxembourg que les entreprises nationales gagnent de nouveau un certain optimisme en l'avenir, notamment par le biais de leurs prévisions de résultats pour 2010. En effet, certains secteurs, voire grandes entreprises individuelles constituent de véritables poumons économiques dont la santé, la vitalité et la confiance sont des conditions évidentes de bonne tenue de l'économie nationale. C'est par exemple le cas du secteur F (« médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services ») qui exerce des effets d'entraînement sur l'économie du Grand-Duché et contribue directement et indirectement pour environ 45% au PIB luxembourgeois⁴. Ainsi, il est un fait que la reprise de l'optimisme du secteur financier en termes de résultats pour 2010 (balances de prévision de chiffre d'affaires national et de chiffre à l'exportation respectivement de +13,5 points et +14,5 points) est un élément à prendre grandement en considération pour « prendre le pouls » de

⁴ Voir données du CODEPLAFI (2009).

l'économie nationale toute entière et que les indicateurs afférents semblent signifier une amélioration des perspectives pour l'année prochaine.

Graphique 2 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant le chiffre d'affaires total et comparaison avec l'évolution de la production



Note : les données concernant la production sont extraites de la comptabilité nationale.

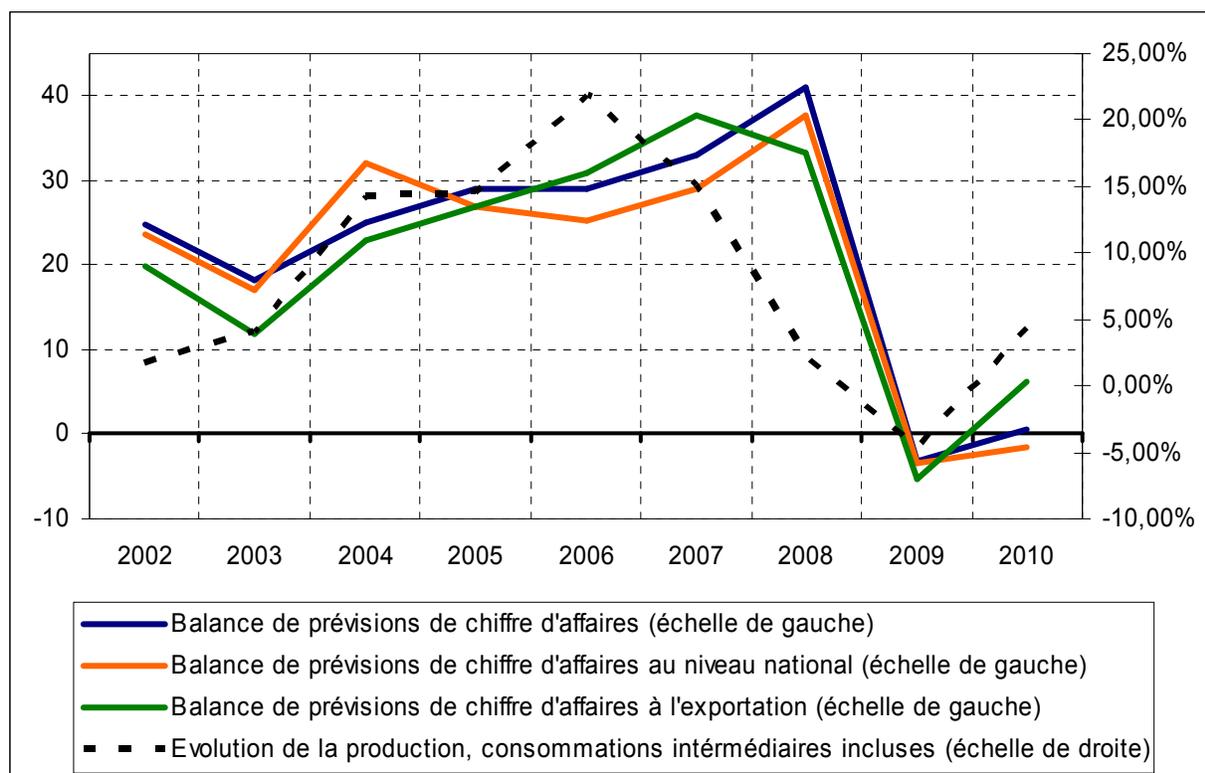
Le graphique précédent propose en outre un lien intéressant entre les balances précitées et l'évolution de la production totale nationale depuis la moitié des années 1990. A cet égard, il y a lieu de souligner une certaine corrélation entre les évolutions indiquées, c'est-à-dire entre les soldes tels qu'ils ressortent de l'enquête Eurochambres, qui est une enquête qualitative, et les données « dures » telles qu'elles apparaissent dans la comptabilité nationale. La corrélation ainsi mise en évidence donne par conséquent plus de crédit à l'enquête EES2010.

Au total, l'enquête Eurochambres 2010 apporte deux types d'information : d'abord elle illustre clairement les turbulences que les principaux secteurs d'activité de l'appareil de production national ont traversées en 2009 (soldes pour l'année en cours très négatifs comme précédemment décrit) ; ensuite elle traduit les incertitudes qui pèsent sur l'année 2010, laquelle pourrait marquer un retournement favorable, mais dont le caractère durable n'est encore pas garanti compte tenu de la fragilité de certains secteurs, voire de certaines (grandes) entreprises luxembourgeoises.

Si l'enquête Eurochambres souligne des résultats en termes de chiffre d'affaires pour 2009 très mauvais, et finalement assez homogènes, pour l'ensemble des secteurs d'activité considérés, il est à noter que les indicateurs de prévision diffèrent tout de même assez fortement d'un secteur à l'autre, ce qui pourrait avoir une signification sur la nature de la possible reprise en 2010. Il faut en effet observer des balances de prévisions assez optimistes en ce qui concerne les secteurs « autres manufactures », « transport, entreposage et communication », celui des entreprises financières et assimilées et le secteur des exploitations minières, de l'eau, de l'électricité et du gaz (respectivement +4,7 points, +15,2 points, +16,7 points et +11,8 points) et des indicateurs plutôt pessimistes concernant le secteur de la production industrielle de

machines, produits métalliques et matériels de transport (-7,4 points) et le secteur de la vente de gros et de détail, des réparations et de l'Horeca (-5 points), voire fortement négatifs comme pour le secteur de la construction (-18,3 points).

Graphique 3 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le chiffre d'affaires total, les ventes nationales et les exportations, en comparaison avec l'évolution du produit total



Note : calculs selon les données de comptabilité nationale

De ce point de vue, l'enquête EES2010 donne une idée de ce sur quoi pourrait être bâtie la santé économique du Luxembourg en 2010. Par exemple, les décideurs publics pourraient se réjouir que les entreprises des secteurs tels que la finance et la logistique envisagent plutôt positivement l'année 2010, dans la mesure où ils font l'objet d'une attention particulière en termes d'adaptation du cadre légal, fiscal et réglementaire de la part des pouvoirs publics dans le cadre des efforts de multispécialisation produits notamment depuis la précédente législature. Il faut en revanche s'inquiéter de la perception de 2010 des entreprises de construction. Ce secteur est traditionnellement très contributeur à la croissance nationale et à l'emploi et a fait l'objet, dans le cadre du plan de relance luxembourgeois, d'un effort de soutien en termes d'investissements publics dont il importe qu'il puisse se traduire et se concrétiser l'année prochaine par des résultats satisfaisants en matière de chiffre d'affaires. Les entrepreneurs du secteur en question pourraient s'attendre à ce qu'aux investissements publics précités ne succèdent pas des niveaux d'activité suffisants entretenus par les opérateurs privés, et ce d'autant plus que, s'agissant du plan de relance, de nombreux investissements y relatifs n'ont fait qu'être avancés dans le temps et, par voie de conséquence, n'ont pas vocation à être poursuivis, voire intensifiés en 2010.

Reste également à souligner qu'en matière de prévisions, les indicateurs sont certes plus favorables qu'en termes de résultats observés en 2009, mais en même temps, la part de réponses « stables » est aussi bien plus grande les concernant, le plus souvent autour de 50% pour tous les secteurs d'activité, ce qui doit certainement s'interpréter comme un signe de prudence par rapport aux incertitudes encore très nombreuses sur une reprise de l'économie mondiale en 2010.

Enfin, il est intéressant de mettre en regard les soldes globaux de résultats et de prévisions de chiffre d'affaires national et à l'exportation (respectivement -24,3 points et +0,5 point) avec un indicateur objectif comme le solde de la balance courante du Grand-Duché. : ce dernier passerait de 9,4% du PIB à 11,2% entre 2009 et 2010 selon les prévisions d'automne de la Commission européenne.

3.3. Marché de l'emploi : destruction d'emplois et explosion du chômage

Les rythmes enviables de croissance de l'emploi intérieur encore enregistrés en 2006, 2007 et 2008 (respectivement 3,6%, 4,4% et 4,7%) apparaissent désormais comme des performances largement passées. La crise ayant produit ses effets, y compris en matière de déséquilibre du marché du travail, la Commission européenne prévoit un taux de croissance de l'emploi fortement diminué en 2009, de l'ordre de 1,1%, et tout simplement négatif en 2010, atteignant -1,3%. Cette tendance pourrait en outre être durable puisque les prévisions pour 2011 convergent vers un scénario de taux de croissance nul. Le Gouvernement, quant à lui, prévoit +1% en 2009 et -0,6% en 2010 (projet de budget 2010).

- **Les résultats 2009**

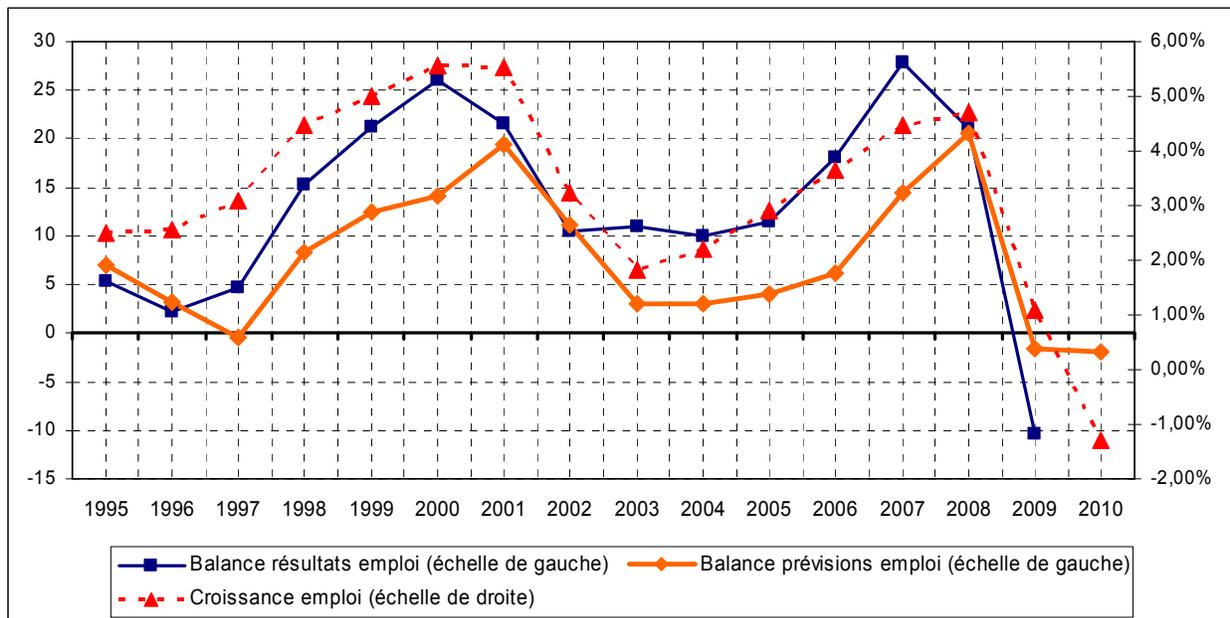
Les enseignements de l'enquête Eurochambres sont conformes aux chiffres précités puisque l'indicateur global d'évolution de l'effectif des entreprises entre 2008 et 2009 s'effondre littéralement de 31 points en tout pour atteindre -10,4 points, du jamais vu depuis l'instauration de l'enquête Eurochambres. Il est vrai que la prévision d'évolution de l'emploi de l'année dernière était plutôt sombre, étant passée en un an de +20,6 points à -1,6 point, et que, partant, il convenait de s'attendre à des résultats défavorables de ce point de vue, mais force est d'admettre que les résultats avérés dépassent de manière non favorable largement les prévisions, et ce pour tous les secteurs d'activité pris en compte (-21,4 points pour A, -5,2 points pour B, -19,6 points pour C pour ne citer que ces exemples).

Malgré les résultats globaux défavorables précédemment évoqués, il faut souligner que certains indicateurs d'évolution de l'emploi demeurent tout de même positifs, ne témoignant de fait pas forcément d'un pessimisme flagrant. C'est le cas lorsqu'est prise en compte la taille des entreprises interrogées. Ainsi, la balance relative aux entreprises de 500 à 999 personnes s'établit à +10,4 points. Elle grimpe à +40 points quand elle se focalise sur les seules entreprises de services, notamment en raison d'une forte proportion d'entreprises s'attendant à une stabilité en 2009 de leurs effectifs (60%), mais aussi et peut-être surtout du fait qu'aucune d'elles n'enregistre *a priori* de baisse de l'emploi en 2009. Compte tenu de la taille de l'échantillon en question, il est cependant essentiel d'interpréter les résultats avec grande prudence.

Pour autant, ce résultat est intéressant car il permet de définir un profil d'entreprises qui semblent avoir été assez épargnées par les problématiques d'effectifs au cours de l'année 2009, année de crise par excellence. Il est difficile de dire quels secteurs ont été prémunis desdites problématiques. Il est néanmoins intéressant d'observer que, des balances négatives calculées par secteur, il y en a trois qui restent assez mesurées dans le pessimisme, à savoir celle du secteur industriel des « autres manufactures » (-5,2 points), celle du secteur des entreprises financières et assimilées (-6,3 points) et celle du secteur G « exploitations minières, gaz, eau, électricité » (indicateur nul). Il est raisonnable d'envisager que la plupart des quelques entreprises de l'échantillon (au nombre de 8 tous secteurs confondus) évoluent dans les trois secteurs précités. Il est du reste hasardeux de conclure que les évolutions ainsi décrites en termes d'emploi signifient une santé relative des firmes et leur résistance à la crise. Il faut pour s'en convaincre se rappeler que les données d'emploi suivent en général celles des résultats observés avec le plus souvent un décalage dans le temps. Si l'on revient sur les balances de chiffre d'affaires de 2009 correspondant aux mêmes entreprises (respectivement -65,9 points, -

5,5 points et 0 point), on ne peut s'empêcher d'envisager des difficultés à venir, au moins pour le secteur B.

Graphique 4 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant l'emploi et évolution réelle de l'emploi



Note : les données concernant l'emploi sont celles du STATEC et de la Commission européenne.

- Les prévisions pour 2010

En matière de **prévisions d'emploi pour 2010**, l'indicateur global est certes négatif, mais bien moins que l'indicateur de résultat précédemment commenté (-2 points contre -10,4 points). De plus, il est très proche de l'indicateur évalué dans l'enquête EES2009 (-1,6 point). D'une certaine manière, les anticipations demeurent donc assez stables dans un contexte économique qui s'est pourtant considérablement dégradé depuis la fin 2008. Est-ce à dire que c'est la prudence plutôt que le pessimisme excessif qui prévaut, rien n'est moins sûr ? Il est un fait, comme cela a été indiqué auparavant, que les prévisions officielles tablent sur une contraction de l'emploi et une forte élévation du chômage dans les années à venir.

Du point de vue de l'emploi, toutefois, les attentes diffèrent entre les entrepreneurs du secteur industriel et ceux du secteur des services. L'indicateur afférent vaut -15,7 points pour les premiers et +4,6 points pour les seconds. Autant dire que la confiance des uns tranche quelque peu avec le pessimisme relatif des autres. La dichotomie est encore plus claire si l'on regarde les balances par secteur : de A à G, elles s'élèvent respectivement à -12,6 points, -13,2 points, -18 points, -4,7 points, +5,1 points, +14,2 points et +11,3 points. Ainsi, à l'exception du secteur des exploitations minières, eau, gaz, électricité, l'ensemble de l'industrie s'attend plutôt à connaître une contraction de ses effectifs. Ceci pose des questions relativement au traitement de la crise, compte tenu des mesures anti-cycliques mises en œuvre depuis un an au Grand-Duché et dont les effets d'amortissement du choc devraient s'étioler au fil des mois, mais également relativement aux mesures à moyen et long terme, de nature plus structurelle, que le Gouvernement gagnerait à mettre en place et, le cas échéant, de leur efficacité avérée. Par

ailleurs, il est à noter selon les chiffres indiqués ci-avant que deux des secteurs phares de l'appareil de production luxembourgeois, en l'occurrence celui de la finance et assimilée et celui des transports, entreposage et communication estiment que la situation de l'emploi pour ce qui les concerne devrait s'améliorer en 2010. Cela corrobore les attentes que les acteurs politiques et économiques nationaux ont de la contribution de ces secteurs à la création de richesse et à la santé économique du Grand-Duché pour l'avenir.

Comme par le passé, il importe de souligner, s'agissant des prévisions d'effectifs pour l'année 2010, la forte proportion de réponses « stables » (de 62% à plus de 88%). Celle-ci pourrait témoigner d'une certaine frilosité des firmes interrogées à pronostiquer dans un tel contexte d'incertitudes des évolutions bien difficiles à cerner en termes d'emploi. Elle pourrait également signifier que les entreprises s'estiment à ce stade encore capables de s'adapter aux difficultés conjoncturelles sans devoir licencier. A cet égard, la question se pose de savoir combien de temps les mesures de chômage partiel vont pouvoir jouer leur rôle et soutenir les entreprises dans leurs efforts de maintenir dans l'emploi un maximum de collaborateurs, malgré des carnets de commandes déprimés.

3.4. Investissements des entreprises : la crise n'a pas épargné ce moteur de croissance

- L'enjeu de l'investissement privé pour un pays comme le Luxembourg

L'analyse des tendances à l'investissement privé est particulièrement cruciale pour un pays comme le Grand-Duché dans la mesure où cet indicateur économique constitue, pour toutes économies de petite taille, très ouvertes et très intégrées eu égard aux facteurs de production et aux marchés étrangers, un outil d'analyse du dynamisme économique, même si, pour les raisons invoquées, il a également la caractéristique d'être relativement volatil.

L'investissement est, de manière générale, un élément essentiel au maintien d'un haut niveau de compétitivité dans un environnement économique de plus en plus concurrentiel. Plus qu'avant, la crise mondiale a montré la nécessité pour les pays de produire des efforts de structure vis-à-vis de leur appareil de production afin de rendre ce dernier compétitif et pour rendre leur économie attractive vis-à-vis des investisseurs étrangers et, plus généralement, vis-à-vis des bases fiscales de plus en plus mobiles. C'est dans cette optique qu'il importe de favoriser les investissements des secteurs public et privé pour améliorer les capacités nationales d'innovation et moderniser les outils de production et les infrastructures en vue d'une élévation des niveaux de productivité et de compétitivité.

Il est de ce point de vue important de rappeler que les efforts gouvernementaux au niveau luxembourgeois sont allés dans le sens d'un soutien renforcé de l'investissement. Sans énoncer l'intégralité des mesures mises en œuvre suite à l'adoption du « Plan de conjoncture du Gouvernement » au printemps 2009, il convient tout au moins d'évoquer quelques grandes composantes dudit plan de relance, comme par exemple les volets « soutien au pouvoir d'achat par des mesures ciblées », « soutien de l'activité des entreprises par le biais de mesures fiscales et autres » ainsi que « soutien de l'activité des entreprises par le biais de l'investissement public »⁵. Le soutien aux acteurs privés (ménages ou entreprises) de la part des pouvoirs publics a permis, dans un contexte de contraction des activités et du revenu, soit de maintenir le pouvoir d'achat, soit de limiter la perte des capacités financières à investir. La mise en place d'outils tels que les régimes temporaires d'aides ou de garanties, ou encore les mesures contenues dans la loi du 5 juin 2009 sur la recherche et l'innovation, sont des exemples concrets des initiatives prises par les pouvoirs publics nationaux pour soutenir l'investissement privé en tant que moteur incontournable de croissance économique.

- Les résultats 2009

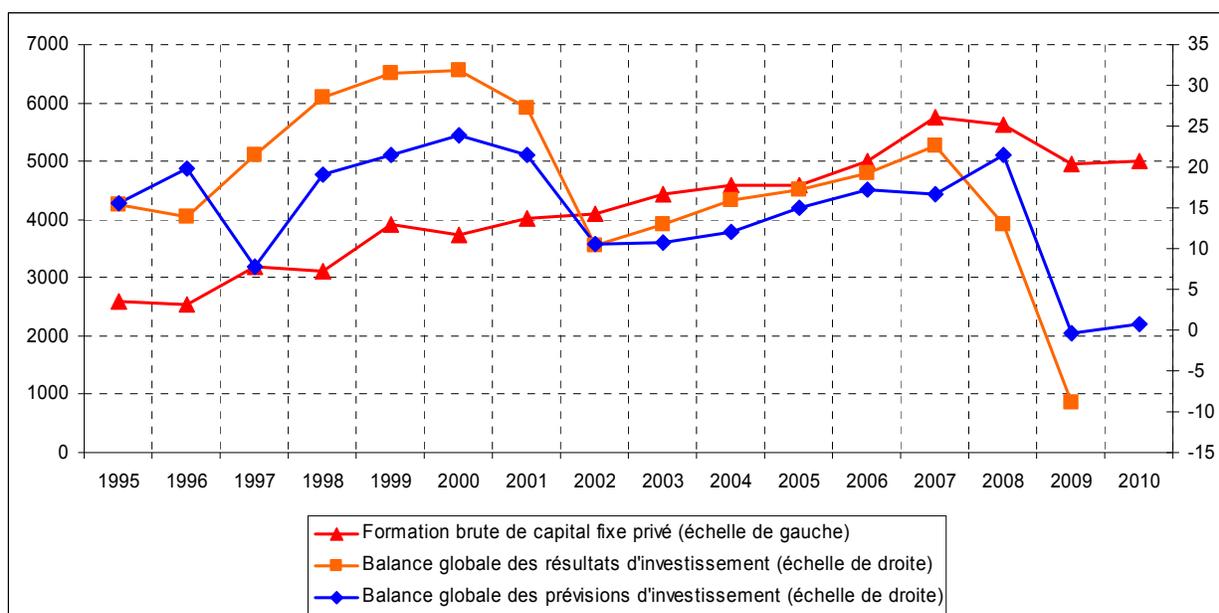
Comme les indicateurs afférents le laissaient pressentir dans l'enquête EES2009, notamment les indicateurs de prévisions, l'investissement des entreprises aura connu en 2009 un important ralentissement. Concernant, l'indicateur relatif à **l'évolution des investissements au cours de l'année qui se termine**, si le taux global de réponse « en hausse » diminue quelque peu en un an (de 29,2% à 22,1%), il est surtout remarquable le fait que le taux de réponse « en baisse » a presque doublé sur la même période (de 16,2% à 31%). C'est donc le pessimisme grandissant qui a fait s'infléchir la balance afférente, laquelle est devenue négative (variation de +13 points à -8,9 points). Ladite balance est structurellement en diminution depuis 2007, mais la crise n'a pas amélioré la tendance. Il faut de surcroît noter que la dégradation de la balance vaut pour les

⁵ Voir, pour un descriptif complet du plan de relance, le Bulletin économique de la Chambre de Commerce, *Actualité & tendances* n°6 intitulé « Bilan de la législature 2004-2009 » (mai 2009).

secteurs industriel et des services, avec un pessimisme plus prononcé pour le secteur des manufactures (-14,8 points pour le premier, -6,1 pour le second).

Comparé à il y a un an, seules 19,4% des entreprises industrielles ont vu leurs investissements progresser en 2009 (ce chiffre était de 25,7% dans EES2009) et 23,4% des entreprises de services (contre plus de 30% en 2008). Or, le plus souvent, ce sont les investissements privés d'une période donnée qui font le niveau d'activité de la période suivante et qui conditionnent le niveau d'emploi de l'avenir. De telles baisses observées en 2009 nourrissent donc tout naturellement des incertitudes sur la capacité de l'appareil de production luxembourgeois à générer de l'activité, de la valeur ajoutée, des recettes fiscales futures.

Graphique 5 : Evolution des balances relatives aux résultats et aux prévisions concernant les investissements et formation brute de capital fixe privé



Note : Données de la comptabilité nationale et estimations de la Chambre de Commerce.

Tous les indicateurs ne sont pas dans le rouge. La balance relative à l'évolution de l'investissement entre 2008 et 2009 est en effet positive en ce qui concerne les secteurs de la finance et assimilée (+3,4 points) et des exploitations minières et autres énergies (+34,4). Il faut dire, s'agissant du secteur F, que le Luxembourg a certes subi un choc important de la crise financière internationale sur son propre secteur financier, mais que ce dernier a quelque peu résisté comme en témoignent certains indicateurs encore fragiles. Quant au secteur G, nombre d'investissements publics ont été réalisés au cours de l'année 2009, dans le sillage du plan de relance et des investissements publics y relatifs, et qu'il s'agit d'un secteur aux effets d'entraînement importants.

- Les prévisions pour 2010

Seules 20,1% des entreprises avaient en 2009 l'intention d'accroître leurs investissements. Elles sont un an après en proportion à peine plus à penser pouvoir le faire en 2010 (21%). En combinant ce taux de réponses « en hausse » avec le taux de réponse « en baisse », à savoir

20,5% ou juste un peu plus en rapport que les 20,3% de fin 2008, il apparaît une balance d'optimisme de 0,5 point, c'est-à-dire pas tellement différente de la balance afférente de EES2009, en l'espèce -0,4 point. Ainsi, par rapport à des années plus fastes du point de vue conjoncturel, ces résultats n'incitent pas du tout à la confiance et ne peuvent être considérés comme encourageants. Jusqu'à la fin 2007 (EES2008), les taux de réponse « en baisse » n'atteignaient que le seuil des 10%, c'est-à-dire la moitié du résultat de cette année qui n'a pas pour ainsi dire empiré depuis l'année dernière. Même s'il demeure le bloc important des réponses dites « stables », il n'en reste pas moins que les niveaux de EES2010 en matière de prévisions d'investissements rappellent trop ceux de fin 2008 pour penser objectivement sur base de ces seuls éléments que la situation pourraient s'améliorer en 2010.

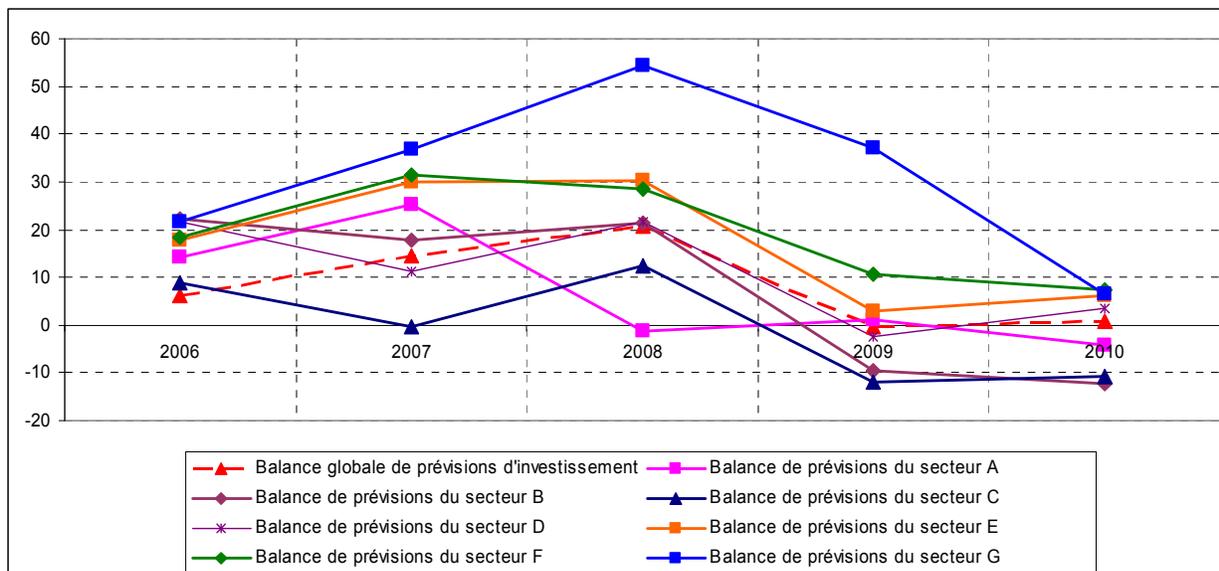
Cependant, l'analyse sectorielle montre que les perspectives en 2010 ne sont pas les mêmes dans le secteur de l'industrie et dans celui des services, (balances afférentes égales respectivement à -9,5 points et à +5,5 points). Selon la classification NACE, il apparaît que les soldes pour les secteurs A, B et C sont estimés à -4,3 points, -12,4 points et -10,8 points, tandis que les balances pour les secteurs D, E, F et G sont, à l'inverse, positifs : +3,4 points, +6,3 points, +7,5 points et +6,6 points. Ces tendances et ces indicateurs de confiance ne sont pas sans rappeler les soldes relatifs aux prévisions en matière d'emploi. Il faut dire que le lien entre investissements et emplois est connu et que, de ce point de vue, l'enquête Eurochambres démontre une certaine cohérence et, partant, un intérêt véritable dans l'interprétation du réel et de l'évolution conjoncturelle que vivent les entreprises nationales.

Il y a lieu de souligner que le secteur des services prévoit une amélioration des investissements en 2010, et ceci de manière assez homogène eu égard à la prise en compte de la taille de ses entreprises. Hormis les entreprises de 500 à 999 personnes pour lesquelles la balance afférente est nulle, tous les indicateurs sont positifs. Ce n'est en revanche le cas que des entreprises de 50 à 99 personnes dans le secteur industriel, ce qui paraît montrer que la tendance au pessimisme en matière de prévisions d'investissements soit profondément ancrée dans le secteur des manufactures.

C'est du reste une fois de plus dans le secteur « exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau », mais aussi dans celui des entreprises financières et des firmes du secteur « transport, entreposage et communication » que la propension à investir est la plus élevée, même si elle n'apparaît pas exceptionnelle. Il est à parier tout de même que ces trois secteurs continuent de jouer un rôle prépondérant dans la tenue de l'appareil de production luxembourgeois.

Au total, il faut donc s'attendre à une année 2010 empreinte d'incertitudes, même si cela vaut davantage pour les entreprises industrielles que pour les entreprises de services. Si retournement il doit y avoir et, par conséquent, reprise, cela ne pourra probablement qu'être progressif. En outre, il semble que les entreprises qui exportent s'attendent plus systématiquement à une reprise des investissements que celles qui n'interviennent que sur le seul marché national (soldes respectivement de +4,5 points et -1,3 point), ce qui montre que, en cas de reprise de la demande mondiale, les opportunités de développement pourraient s'opérer relativement aux marchés étrangers.

Graphique 6 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant les investissements selon les catégories d'activité



Le graphique ci-avant montre un tassement de la confiance des hommes d'affaires dans l'ensemble des secteurs d'activité luxembourgeois (balances afférentes relativement stables entre 2009 et 2010) et, en même temps, une baisse sensible de l'optimisme des prévisions pour le secteur qui, depuis plusieurs années, montrait bien plus de confiance que les secteurs précités, à savoir le secteur G « autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) ». Au total, c'est une convergence des degrés d'optimisme/pessimisme à laquelle on assiste.

4. Le recours au commerce électronique en 2009 diminue certes globalement, mais diffère selon la taille des entreprises

Suite au développement fulgurant des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), il apparaît pertinent aux de la Chambre de Commerce de s'intéresser au recours des entreprises luxembourgeoises au commerce électronique. C'est dans cette optique que des questions relatives à ce sujet ont été ajoutées dans l'enquête Eurochambres.

- Recours par les entreprises au commerce électronique

Les entreprises réalisant une partie de leur chiffre d'affaires par le biais électronique sont largement moins nombreuses que celles qui n'ont pas recours au commerce électronique pour réaliser leurs activités : la proportion y relative est de 15,7% dans la présente enquête, c'est-à-dire un point de moins que l'année précédente. Cette évolution est à considérer sur le moyen terme puisqu'il y a lieu d'observer que le chiffre poursuit une diminution lente et continue depuis plusieurs années. Il est clair que la crise économique n'y est pas pour rien, ne serait-ce qu'à travers son aspect « crise de la demande », lequel interfère évidemment sur les activités nationales et d'exportations qui se prêtent traditionnellement au recours au commerce électronique.

La baisse de la proportion des entreprises qui ont recours au commerce électronique est visible à la fois dans le secteur industriel et dans celui des services (-0,1 point pour le premier et -1,3 points pour le second). Pour autant, les entreprises de services utilisent bien plus systématiquement ce type de canal économique et commercial comparé à leurs consœurs industrielles.

Une analyse sectorielle plus fine montre que deux secteurs ont progressé en la matière depuis un an, à savoir le secteur « production métallique, machines et matériel de transport » (de 12,2% à 17,6%) et le secteur finance et assimilé (de 13,9% à 15,9%). Ces données sont toutefois renforcées par le fait que la taille des échantillons d'entreprises interrogées est plus grande qu'en 2008.

Parmi l'ensemble des entreprises interrogées, il convient de noter que **ce sont les plus petites en termes d'effectifs qui ont vu diminuer le recours au commerce électronique pour réaliser leur chiffre d'affaires. Ainsi, en termes de poids économique, il est plus juste de dire que la pratique du commerce électronique ne s'effrite pas tant que cela car les grandes entreprises, fortement contributrices en valeur ajoutée, ont quant à elles et en grand nombre recours aux technologies liées au commerce électronique.** Les entreprises de 100 à 249 personnes voient à l'inverse leur proportion de recours à ce type de canal commercial bondir de presque 6 points de pourcentage (de 27% à 32,9%, tandis que les entreprises les plus grandes (plus de 1000 salariés), certes qu'au nombre de 4 dans l'échantillon, obtiennent un score en la matière de 28,8%, au lieu de 14,4% lors de la précédente enquête. S'il faut évidemment nuancer le propos compte tenu de la taille de l'échantillon précité, il reste que les quelques grandes entreprises luxembourgeoises qui ont répondu à l'enquête EES2010 représentent un poids important de l'activité économique nationale et que, partant, leur avis eu égard à ce type d'enquête pèse également beaucoup.

Au sein du secteur des services, c'est encore parmi les entreprises employant de 100 à 249 personnes et de 500 à 999 personnes que le commerce électronique participe le plus en proportion à la réalisation du chiffre d'affaires (respectivement 36,4% et 40%).

Au total, il y a, semble-t-il, une différence assez prononcée entre les entreprises qui ont l'habitude d'exporter, et pour lesquelles 21,4% ont recours à Internet pour procéder à leurs opérations commerciales, et les entreprises qui n'écoulent pas leurs marchandises sur les marchés étrangers. Ces dernières ne sont en effet que 12,9% à indiquer avoir recours au commerce électronique dans leur activité.

- Type de commerce électronique réalisé par les entreprises et prévisions y relatives

Toutes entreprises confondues, il faut souligner une évolution dans les types de recours au commerce électronique. Ainsi, la pratique du business to business (B2B) semblent s'essouffler quelque peu (de 28,4% fin 2008 à 26,7% fin 2009), contrairement à celle du business to consumer (B2C) qui progresse légèrement (de 30,9% dans EES2009 à 31,2% dans EES2010). Il faut du reste noter que la pratique concomitante de ces deux types de commerce électronique progresse également pour atteindre 42,2% dans la présente enquête.

En distinguant les entreprises selon les codes NACE, il y a lieu d'observer un moindre recours au seul B2B concernant le secteur manufacturier au sens large (A et B) (-8,2 points de pourcentage en un an pour l'un et -18,6 points pour l'autre) ainsi qu'un moindre recours au seul B2C, mais au profit de la pratique combinée de ces deux types de commerce électronique

(respectivement +8,2 points et +24,7 points). Cet état de fait est sans doute à mettre, dans le cadre de l'année 2009 très difficile du point de vue conjoncturel, sur le compte d'une stratégie de diversification et de combinaison des modes commerciaux. Il est en tout cas également visible quand on observe les pratiques de commerce électronique selon la taille des entreprises.

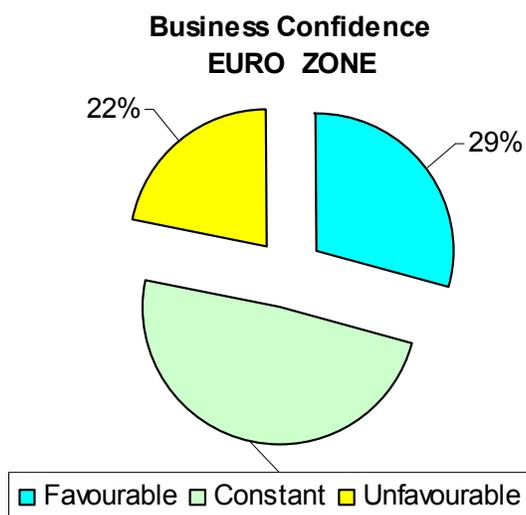
Enfin, en matière de prévisions de chiffre d'affaires réalisé par le biais de le mode de transaction électronique, il est un fait que les entreprises revendique son utilisation demeurent très largement optimistes. La balance afférente s'établit en effet à +41,4 points. Pour autant, ce résultat est en forte baisse comparé à celui de l'année passée, à savoir un solde entre prévisions à la hausse et prévisions à la baisse de 48,9 points. La diminution en cause concerne davantage le secteur industriel (-15,1 points) que le secteur des services (-5,5 points). L'analyse des soldes par code NACE semble de surcroît suggérer que l'atténuation de l'optimisme ainsi mesurée s'opère, surtout du côté des entreprises industrielles, à travers une hausse en proportion des nombres de réponses « stable » (de 28,5% à 44,5% en un an pour le secteur A, montée en flèche de 32,3% à 73,3% pour le secteur B, et même que des réponses « en hausse » pour le secteur G). Le secteur des services voit quant à lui la part d'optimisme absolu (réponses « en hausse ») repartir pour ce qui concerne les entreprises de vente, de réparation et d'Horeca (de 59,8% à 62,9%) ainsi que pour les entreprises travaillant sur le segment large de la logistique (de 48,3% à 52,9%). Néanmoins, ces chiffres sont à mettre en lien avec la dégradation de l'indicateur d'optimisme du secteur finance et assimilé, lequel diminue de 43,3% à 30,9% en un an. Même si la balance afférente demeure positive assez largement, elle illustre d'une certaine façon la prudence encore de mise dans le secteur financier et, plus généralement, eu égard aux perspectives de développement économique en 2010. Usage ou pas des technologies internet dans la réalisation du chiffre d'affaires, les entreprises restent sur le qui-vive et particulièrement prudentes sur la possibilité l'année prochaine d'une véritable reprise.

5. Les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen : une confiance en hausse ?

Comme le Grand-Duché, l'UE, dans son ensemble, est en train de traverser le retournement économique le plus sévère depuis 1945. A travers le plan de relance coordonné à l'échelle communautaire et décliné dans les Etats membres, le pire scénario a pu être évité, et aujourd'hui, il semble que l'Union ait atteint la limite d'une inversion de la tendance dans la mesure où la dégringolade semble avoir été stoppée, comme en témoigne, certes de manière encore fragile, la croissance du PIB de l'ordre de 0,2% au 3^e trimestre 2009 pour l'Union des 27 observée par Eurostat, et eu égard à l'amélioration du climat des affaires qu'indique la présente enquête Eurochambre.

A l'exception des prévisions concernant l'emploi et l'investissement, tous les indicateurs sont en effet globalement dans le vert. Or les chiffres positifs restent largement en deçà des niveaux observés il y a encore par exemple deux ans. Ainsi, l'enquête européenne semble indiquer que « le pire » est certes passé, mais qu'en même temps, des incertitudes quant à la vigueur de la reprise économique subsistent. En outre, l'enquête fait ressortir des écarts significatifs entre les pays, voire entre les différents indicateurs. Elle illustre également une certaine circonspection quant à la réduction ou à l'arrêt des programmes conjoncturels publics, dont les effets positifs sur l'activité économiques risquent de s'estomper à l'avenir.

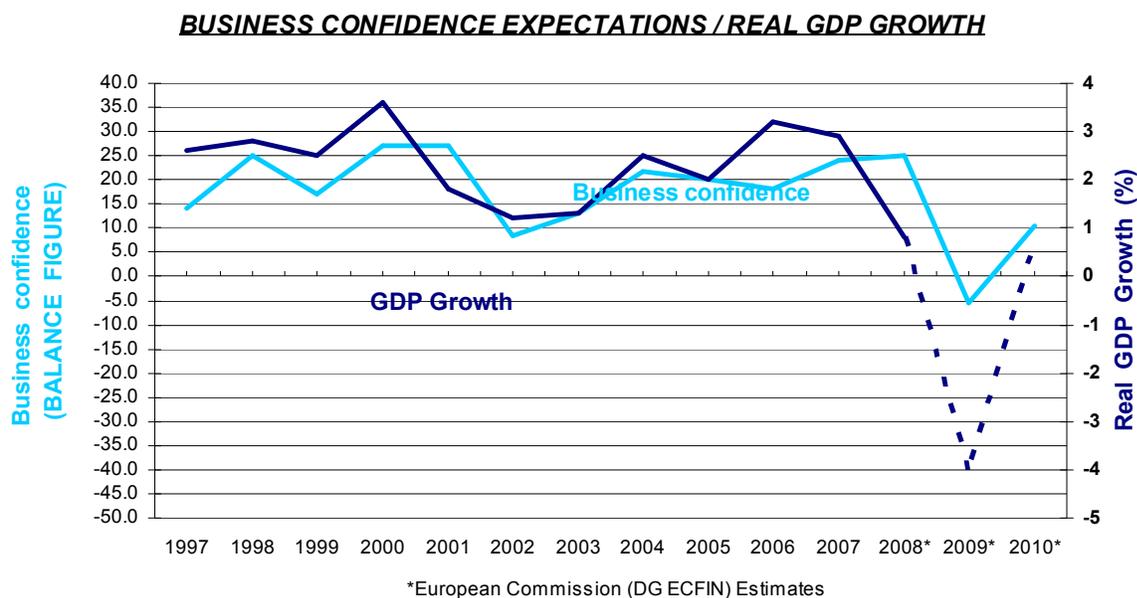
Graphique 7 : La confiance dans le climat des affaires - zone euro



Source : Eurochambres, EES 2010

En ce qui concerne le **climat des affaires**, la balance afférente est positive en 2010 après une année 2009 en berne. Toutefois, en estimant que le climat des affaires restera inchangé en 2010, une bonne moitié des répondants reste très prudente. Seul un tiers des enquêtés estime que le climat des affaires va s'améliorer l'année prochaine, ce qui confirme la remarque énoncée ci-avant quant à l'arrêt de la chute libre des indicateurs économiques phares, mais combiné à des prévisions encore très timides pour 2010.

Graphique 8 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le climat des affaires et la croissance économique au niveau européen



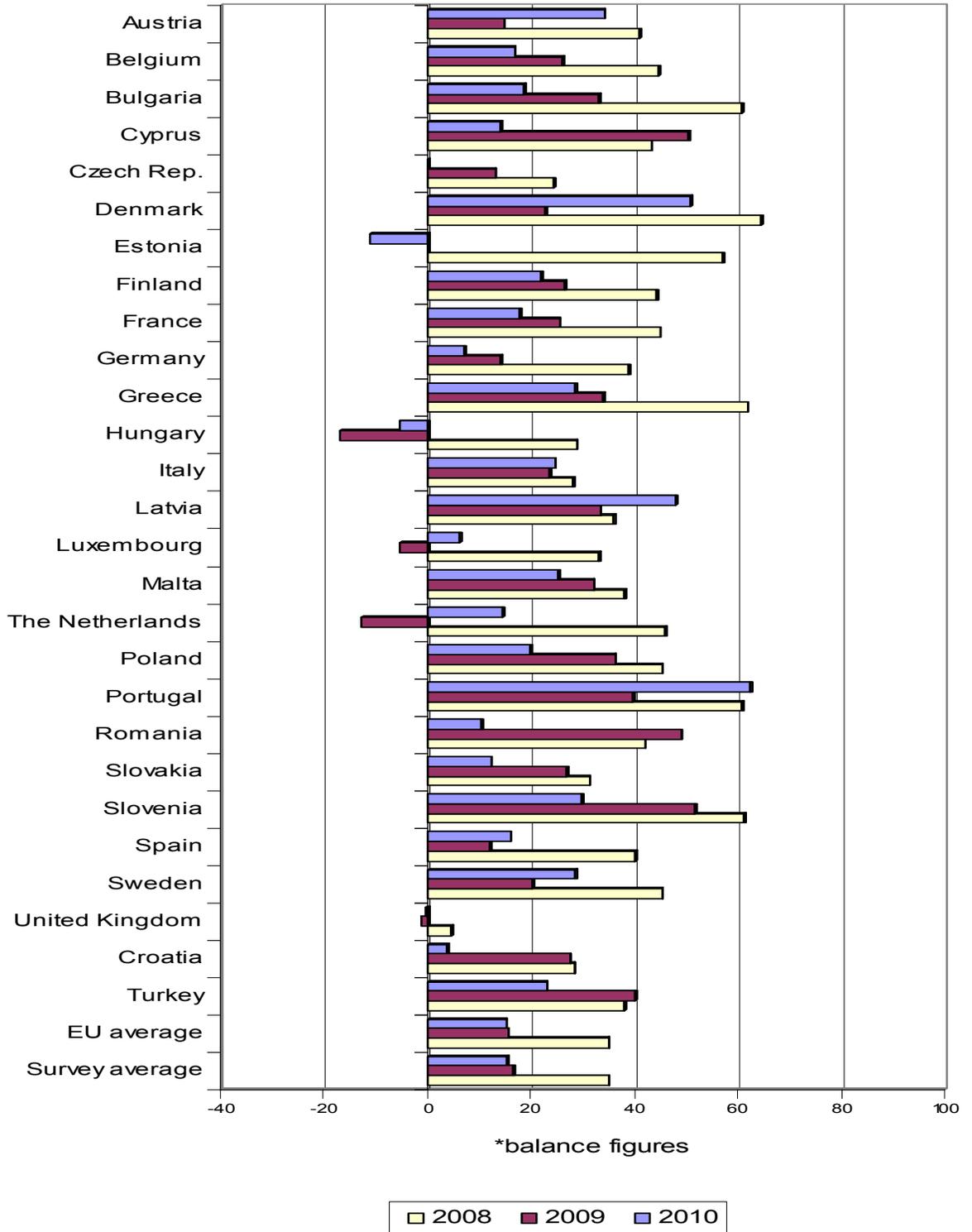
Source : Eurochambres, EES 2010

Eu égard au contexte luxembourgeois, il est intéressant de noter que l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France, qui comptent parmi les huit principaux partenaires commerciaux du Luxembourg, font état de balances positives quant au climat des affaires. Ces résultats tranchent quelque peu avec ceux des nouveaux Etats membres, lesquels restent très pessimistes quant au climat des affaires en 2010.

En matière de **chiffre d'affaires**, les résultats sont assez mitigés dans la mesure où l'enquête fait apparaître des améliorations pour une moitié des pays seulement, avec comme corollaire une nouvelle dégradation prévue pour l'autre moitié. Il est à noter que la France et l'Allemagne restent relativement circonspectes quant à l'appréciation portant sur le chiffre d'affaires 2010. De manière générale, pour ce qui est de l'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation, les attentes pour l'année 2010 sont assez optimistes, avec le Royaume-Uni demeurant le pays majeur pour lequel la balance afférente reste négative.

Graphique 9 : Evolution des balances de prévision des exportations depuis 2008, en comparaison européenne

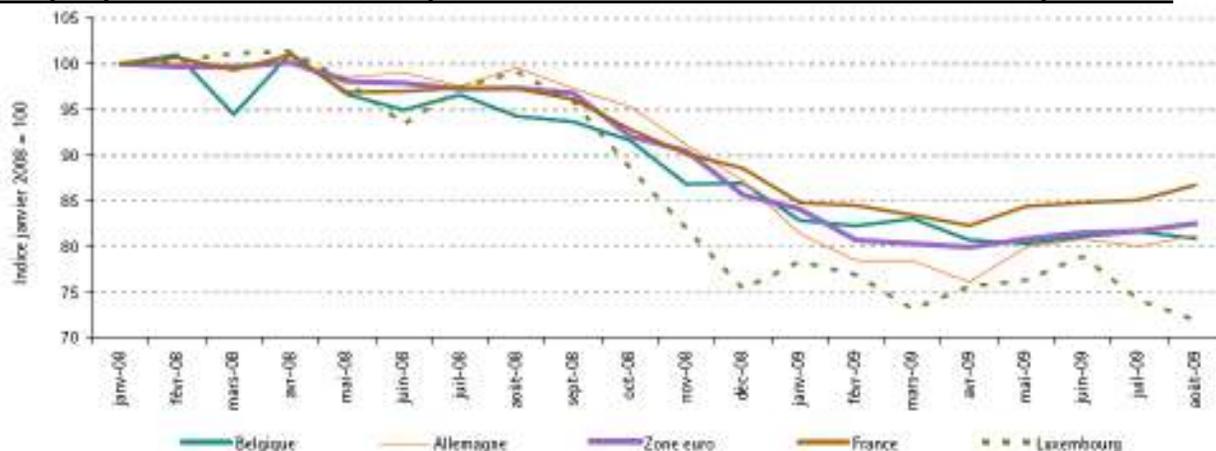
Export Sales Expectations for 2010* compared to 2009* and 2008*



Source : Eurochambres, EES 2010

De plus, s'il convient de noter un pessimisme relativement plus élevé pour le Luxembourg, il est un fait que les données quantitatives indiquent que les performances du Grand-Duché sont effectivement en deçà de celles de ses principaux partenaires de la zone euro.

Graphique 10 : Evolution de la production industrielle dans la zone euro depuis 2008



Source : Eurostat (2009)

Note : la production est corrigée des jours ouvrables et des variations saisonnières.

Pour ce qui est du **marché de l'emploi**, et à l'opposé des indicateurs relatifs au climat des affaires et au chiffre d'affaires où une certaine amélioration est perceptible, du moins pour certains pays, l'évolution est teintée d'un pessimisme quasi-généralisé en ce qui concerne les prévisions pour l'année 2010. La balance générale cumulée reste en effet négative. L'Italie prévoit la baisse la plus importante en matière d'emploi en 2010, suivie de l'Allemagne. Les reculs en France, respectivement au Royaume-Uni, seront moins prononcés à en croire l'enquête Eurochambres 2010, les soldes afférents demeurant dans des valeurs positives pour ces deux pays. A noter également que, dans certains pays, les prévisions en termes d'emploi restent franchement positives, à l'opposé de la tendance générale, à l'instar notamment de la Belgique, du Portugal et de la Lettonie.

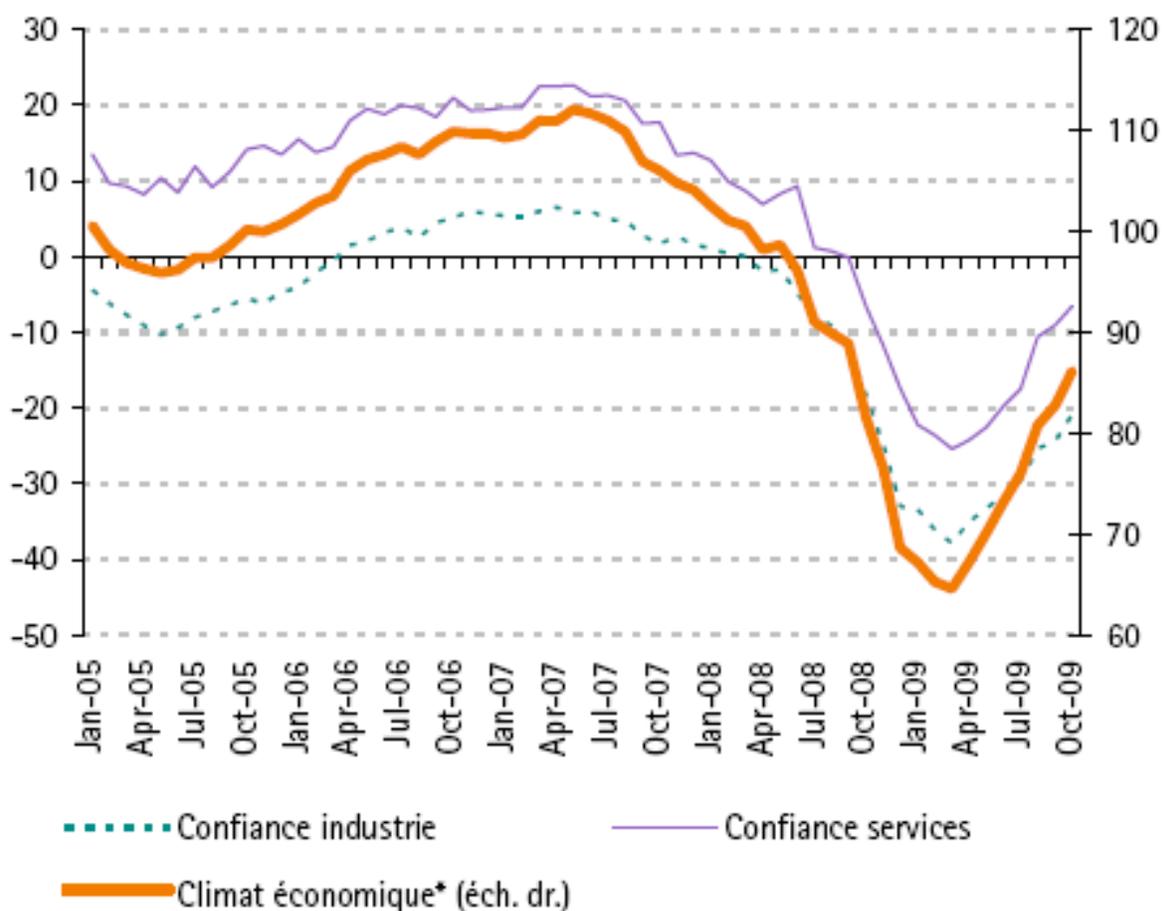
Quant aux **investissements**, les balances afférentes aux prévisions 2010 restent négatives, soulignant la prudence des entreprises face à vigueur la reprise économique et, partant, la retenue quant à l'opportunité d'investir davantage à court et à moyen terme. Cependant, il faut noter qu'une certaine circonspection en matière de prévisions portant sur les investissements n'impliquera pas nécessairement un recul du niveau de ces derniers : en effet, plus de la moitié des entreprises interrogées en Europe estime que leur niveau d'investissement respectif sera inchangé en 2010 en comparaison à 2009, alors que seul un quart des firmes prévoit d'investir moins en 2010 qu'en 2009. En ce qui concerne les différentes zones géographiques, il est intéressant d'observer que, parmi les cinq plus grandes économies européennes, seule l'Italie jouit d'une balance positive pour 2010.

Somme toute, 2009 a été une année d'incertitude marquée pour les entreprises européennes, mais la plupart d'entre elles estime que le pic de la crise a été passé, tout comme elles affichent un certain optimisme, certes encore timide, modéré, voire fragile, en ce qui concerne l'année

2010. S'agissant de l'analyse par pays, les entreprises situées hors de la zone euro sont généralement plus optimistes que leurs homologues ayant adopté la monnaie commune. Parmi les pays ayant adopté l'euro, le Portugal, la Belgique et la Finlande sont les plus optimistes.

Il est souvent pertinent de confronter les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen avec d'autres résultats, soit quantitatifs, soit qualitatifs, afin d'en exploiter pleinement la signification et le sens. On peut ainsi par exemple mettre en regard de la présente enquête les résultats de l'enquête sur le climat économique de la Commission européenne, laquelle tient compte de l'opinion des chefs d'entreprise et de celle des ménages.

Graphique 11 : Indices du climat économique



Source : Commission européenne (2009)

Note : * calculé à partir des indices de confiance dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce de détail et des services ainsi que de la confiance des ménages.

6. Méthodologie de la 17^e édition de l'enquête Eurochambres

L'association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes Eurochambres⁶ a procédé cette année à la 17^e édition de l'enquête annuelle sur la conjoncture européenne. Cette enquête qualitative est basée sur un questionnaire harmonisé qui est envoyé aux entreprises européennes.

L'objectif de l'enquête est d'apprécier l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique en 2009 et d'avoir connaissance des prévisions des entreprises pour l'année 2010. La reconduction annuelle de cette étude auprès du même panel d'entreprises permet de mettre en évidence les changements intervenus d'une année sur l'autre. Comme l'enquête est réalisée dans tous les pays de l'Union européenne, ses résultats rendent possible la comparaison du climat économique luxembourgeois avec celui des autres pays européens.

C'est la Chambre de Commerce qui est en charge de diriger et réaliser l'enquête Eurochambres 2010 au Grand-Duché de Luxembourg, en collaboration avec TNS-Ilres⁷ qui a effectué la collecte des données par téléphone au cours des 1^{ère} et 2^e semaines d'octobre 2009. Le panel de départ compte 1.022 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Sur le total des entreprises interrogées, 754 ont répondu à l'édition 2010 de l'enquête Eurochambres (taux de réponse : 73,7%, sensiblement supérieur à celui de l'édition précédente). L'échantillon, qui inclut les entreprises d'au moins 10 salariés, est représentatif de tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise, exception faite de l'agriculture, de la santé et de l'administration. 33,2% des sociétés interrogées évoluent dans le secteur industriel (cf. catégories A, B, C, G du tableau ci-dessous) et 66,8% dans celui des services (cf. catégories D, E, F).

L'économie du Luxembourg se compose principalement d'un tissu de petites et moyennes entreprises. Partant, afin d'en donner une idée la plus pertinente et la plus réelle possible, les résultats ont été pondérés par un coefficient qui prend en compte les secteurs d'activité divisés en 7 catégories de la nomenclature européenne NACE-REV ainsi que le nombre de salariés répartis en 6 catégories (cf. tableau 3). Il en résulte un nombre total d'entreprises considérable, à savoir 3822. Les résultats sont ainsi supposés s'appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l'étude.

L'enquête Eurochambres est actuellement la seule enquête réalisée au Luxembourg qui prenne en compte les prévisions de tous les secteurs d'activité de l'économie, hormis ceux de l'agriculture, de la santé et des administrations publiques. De plus, en choisissant d'insérer une question supplémentaire à propos de l'utilisation du commerce électronique dans les entreprises luxembourgeoises, la Chambre de Commerce peut mieux sonder le degré d'utilisation du commerce électronique dans le monde des entreprises au Grand-Duché.

Les résultats de l'enquête 2010 peuvent être consultés sur le site de la Chambre de Commerce (www.cc.lu, volet luxembourgeois) et sur celui d'Eurochambres (www.eurochambres.eu, volet européen).

⁶ L'association Eurochambres représente 45 organisations nationales de Chambres de commerce et d'industrie et regroupe 2000 Chambres de commerce et d'industrie locales. Elle représente quelque 19 millions d'entreprises en Europe. La mission de l'association, qui a son siège à Bruxelles, est de défendre les intérêts des milieux d'affaires européens et de promouvoir et de renforcer les relations et la collaboration entre les Chambres de commerce européennes (www.eurochambres.eu).

⁷ TNS-ilres (www.tns-ilres.com).

Les personnes intéressées peuvent commander le dossier complet des résultats auprès du Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. : 42 39 39 – 350, e-mail : eco@cc.lu).

REPARTITION DES ENTREPRISES SELON LE CODE NACE ET LA TAILLE DES EFFECTIFS (JANVIER 2009)								
Activité	A	B	C	D	E	F	G	total
nacerev 1.1	27-28-29-30-31-32-33-34-35	15-16-17-18-20-21-22-24-25-26-36-37	45	50-51-52-55	60-61-62-63-64	65-66-67-70-71-72-73-74	14-40-41	
total lux	166	173	880	1126	365	1091	21	3822
10 à 49	118	105	733	992	250	805	15	3018
50 à 99	29	26	84	76	63	136	3	417
100 à 249	11	23	47	42	35	82	2	242
250 à 499	3	13	15	9	11	36	0	87
500 à 999	4	4	1	6	2	18	1	36
1000 et +	1	2	0	1	4	14	0	22
total %	4	5	23	29	10	29	1	100
10 à 49	71	61	83	88	68	74	71	79
50 à 99	17	15	10	7	17	12	14	11
100 à 249	7	13	5	4	10	8	10	6
250 à 499	2	8	2	1	3	3	0	2
500 à 999	2	2	0	1	1	2	5	1
1000 et +	1	1	0	0	1	1	0	1

A	Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport
B	Autres industries manufacturières
C	Construction
D	Vente en gros et détail, réparations, hôtels restaurants
E	Transport, entreposage et communication
F	Médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services
G	Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)